



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°51 (N°133) – 1,50 €

25 SEPTEMBRE 2013

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE  
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

**La crise du capitalisme s'approfondit, accablant toujours davantage les masses laborieuses (chômage, misère, remise en cause de tous les droits).  
Le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel, en coopération avec les directions syndicales via le « dialogue social », a engagé une nouvelle phase de l'offensive anti-ouvrière au service du capital : contre-réforme des retraites, budget de guerre contre les travailleurs et la jeunesse.  
Il faut tout mettre en œuvre pour briser cette collaboration. C'est la condition pour bloquer l'offensive du gouvernement !**

**Syrie : contre toute intervention impérialiste ! Ni sur mer, ni sur terre, aucune troupe française !**

Après des semaines d'hésitation, Obama a décidé de surseoir à l'intervention militaire en Syrie, renonçant à convoquer le Congrès et se saisissant de la perche tendue par la Russie sur le « contrôle » des armes chimiques syriennes.

Commençons par rappeler une évidence : l'utilisation des armes chimiques n'était, de toute façon, qu'un prétexte. Toute l'histoire - y compris l'histoire récente - nous montre que les puissances impérialistes n'ont jamais eu la moindre hésitation devant les moyens les plus barbares pour défendre leurs intérêts économiques et politiques de par le monde : d'Hiroshima au Napalm au Vietnam, du gazage de l'Iran coorganisé par Saddam Hussein et la CIA durant la guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988 (Saddam Hussein était alors soutenu par les impérialismes US et français) au soutien au gazage des populations kurdes par le même Saddam Hussein, les puissances impérialistes n'ont jamais été étouffées par les scrupules moraux. L'impérialisme français lui-même durant la guerre d'Algérie n'a nullement hésité devant les exterminations de masse, la torture, etc., pour tenter de préserver son empire colonial.

Il ne s'agit pas de cela. Mais de tenter de donner un coup d'arrêt à l'instabilité générale de la région, qui remet en cause gravement l'ordre impérialiste, donc les conditions « normales » du pillage impérialiste. C'est pour les mêmes

raisons, que prenant appui sur la capitulation totale d'Abbas et de la dite « Autorité Palestinienne », l'impérialisme US a mis tout son poids dans la relance des « négociations » sur la Palestine. C'est encore pour les mêmes raisons que l'impérialisme US a vainement tenté de rétablir les conditions d'une alliance contre-révolutionnaire entre l'armée égyptienne qu'il continue de porter à bout de bras - et les Frères musulmans en Égypte. Cette politique rencontre de sérieuses difficultés. Non pas du fait de la mobilisation révolutionnaire des masses : dans le seul pays où celle-ci s'est manifestée avec force, le prolétariat est par ailleurs politiquement paralysé (voir plus bas) ; mais parce que sur le terrain, des forces politiques par ailleurs totalement réactionnaires regimencent et font valoir leurs propres intérêts. Ainsi, l'armée égyptienne pour ses propres intérêts politiques et économiques refuse de partager le pouvoir avec les Frères musulmans. Ainsi, l'État sioniste, même s'il constitue toujours et encore la tête de pont de l'impérialisme US au Moyen-Orient, a sa propre logique qui l'a conduit quelques jours après la reprise des « négociations » à se livrer à une grosse provocation en annonçant l'accélération de la colonisation. Ainsi, tant Bachar El Assad en Syrie que le régime iranien défendent leur propre pouvoir et refusent d'obtempérer aux injonctions de l'impérialisme US. Comme l'avait établi Stéphane Just, en particulier dans

## **Sommaire**

- ÉDITORIAL .....P.1
- BOLIVIE : LE PROLÉTARIAT BOLIVIEN A COMMENCÉ À AFFRONTÉ LE GOUVERNEMENT MORALES... .....P.10
- ENSEIGNEMENT PUBLIC : POUR DÉFENDRE LEURS STATUTS, LES ENSEIGNANTS DEVRONT IMPOSER... .....P.18
- LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.....P.22
- ON NOUS COMMUNIQUE .....P.27
- ALGÉRIE : JUSQU'OU LA « DÉFENSE DE LA NATION » ET LA « SOUVERAINETÉ NATIONALE » CONDUIRONT-ELLES  
LE PT ET LE CCI ? .....P.28

*Nouvelle Perspective* en 1997, l'impérialisme US est dominant mais il n'est pas hégémonique. Il se heurte à des résistances. Tenter de briser ces résistances, frapper Bachar El Assad et par là donner un avertissement sérieux en particulier au pouvoir iranien, tel eût été le but de l'intervention envisagée.

Ces derniers jours, on ne pouvait manquer d'être frappé par le luxe de précautions dont s'entourait Obama. À commencer par la demande de l'aval du Congrès auquel il n'était nullement tenu. Comment expliquer une telle pusillanimité ?

C'est qu'au sein même de la bourgeoisie américaine, on s'interrogeait sur l'efficacité d'une telle intervention. Il s'agissait de rétablir « l'ordre impérialiste ». Mais le résultat n'aurait-il pas été au contraire la démultiplication du chaos, le développement d'une situation encore plus incontrôlable ? Le résultat des dernières interventions impérialistes interroge à cet égard. En Irak, l'intervention n'a pas permis de constituer un État viable et efficace. Le résultat se manifeste avec éclat : attentats meurtriers tous les jours, rébellion quasi ouverte des potentats des différentes régions par rapport à l'État central, potentats qui négocient directement avec les trusts les conditions du pillage du pétrole, conditions qui demeurent problématiques.

Quant aux interventions menées par d'autres puissances impérialistes, le bilan n'est guère plus satisfaisant pour eux. En Libye, le pétrole ne coule plus ; les puits étant paralysés par le blocage organisé par différentes bandes « d'insurgés » d'hier qui entendent bien obtenir leur part du pactole. Et c'est par ces mêmes bandes - hier armées par l'impérialisme - qu'ont transité les armes parvenues aux Islamistes au Mali contre lesquels quelques mois plus tard l'armée française a dû intervenir.

Voilà pourquoi, tant à Washington que dans les capitales des puissances impérialistes, on était très partagé. Le vote négatif du Parlement britannique infligeant un camouflet à

Cameron, le refus clair et net de l'impérialisme allemand de s'engager dans cette affaire en témoignent.

Au bout du compte, il n'y avait vraiment d'enthousiasme pour l'intervention qu'au gouvernement français et en particulier chez Hollande. Il est vrai que l'impérialisme français a des intérêts historiques en Syrie comme au Liban. Il faut rappeler que longtemps l'impérialisme français a été le meilleur ami d'Hafez El Assad, père de Bachar au pouvoir avant lui. Pourtant les mêmes divisions prévalaient dans la bourgeoisie française. L'UMP, qui demeure jusqu'à preuve du contraire le principal parti de l'impérialisme français, incarne ces divisions. Après une déclaration inconsidérée de soutien sans réserve de Copé, l'enthousiasme s'était progressivement rafraîchi. Rien à voir avec l'élan d'union nationale qui avait accompagné l'intervention au Mali. Fillon, un homme qui peut faire valoir des états de service conséquents au service de la bourgeoisie française, a indiqué pourquoi il était contre : *« Il existe un grand danger que l'intervention ne déstabilise le Liban et mette en danger nos troupes dans ce pays. »* Il faut rappeler en effet que l'armée française est présente au Liban dans le cadre de la FINUL.

Au point que Jacob, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, snobant sur ce coup les institutions de la V<sup>e</sup> République, avait demandé un vote au Parlement. Ce qui fait que la direction du PS, toute honte bue, s'est dressée en défense des mêmes institutions et des « prérogatives » du Président de la République.

Toujours est-il que le renoncement dans l'immédiat d'Obama fait que voilà Hollande-va-t-en-guerre gros Jean comme devant. La preuve en est que, désormais, Obama traite directement avec la Russie et en dehors de la diplomatie française. Certes, nous savons que l'intervention en Syrie aujourd'hui reportée n'est pas exclue pour l'avenir.

**Voilà pourquoi nous réaffirmons : A bas toute intervention de l'impérialisme en Syrie ! Pas une troupe, pas un navire de guerre au large de la Syrie ! Hors du Liban les troupes françaises !**

### **Situation économique : intoxication sur la reprise dans les citadelles impérialistes. La réalité en Europe....**

L'incapacité de l'impérialisme - à commencer par le premier d'entre eux, l'impérialisme US - à juguler le chaos politique au Proche et Moyen-Orient - se double d'une impuissance aggravée à maîtriser les développements de la crise économique telle qu'elle a explosé il y a maintenant 5 ans.

Pourtant, depuis le début de l'été, les médias de la bourgeoisie se livrent à un véritable matraquage visant à faire croire à une « reprise » économique dans les pays capitalistes avancés : États-Unis et même Union européenne.

Il s'agit d'une pure opération intoxication, et jusqu'à un certain point, d'auto-intoxicant. S'agissant de l'Union européenne, les éléments chiffrés de reprise de la croissance sont des plus ténus. Ils s'appuient sur un seul trimestre (le deuxième trimestre 2013). Encore faut-il dire que ces chiffres ne témoignent en rien d'une accélération foudroyante : de - 0,3% à plus de 0,3% du premier au deuxième trimestre, de - 0,2 à + 0,5% en France, de + 0,1 à + 0,7% en Allemagne.

Mais il faut ajouter : pour l'essentiel, la dite « croissance » est due à des éléments purement conjoncturels. Ainsi, lorsque le printemps est pourri, de gré ou de force aug-

mente la facture de chauffage, donc la vente des produits d'énergie, ce qui dans les statistiques bourgeoises est comptabilisé comme « croissance ». De même, l'effondrement du marché automobile ne pouvait se poursuivre au même rythme. Le léger redressement des immatriculations n'inaugure en rien un changement durable d'orientation. L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) - un cabinet d'études patronal - le reconnaît lui-même : *« On ne pourra dire que l'économie européenne est véritablement repartie que lorsque l'investissement des entreprises sera de retour et ce n'est pas le cas. »*

Or, cet investissement s'était littéralement effondré en 2012.

La crise de la dette, elle, n'en finit pas de rebondir. Dans le sud de l'Europe, au Portugal, en Espagne, en Grèce, les gouvernements du capital ont beau saigner à blanc le prolétariat, la dette ne cesse d'augmenter en même temps que la récession perdure et s'aggrave : 127% du PIB au Portugal, 160% en Grèce. Ce n'est pas faute, répétons-le, de frapper avec une violence inédite sur les masses. Le budget portugais pour 2014 prévoit 30 000 suppressions de

poste de fonctionnaires, une baisse de 10% du montant des retraites, le passage de l'âge de la retraite de 65 à 66 ans. Quant à la Grèce, elle vient, avec le soutien du PASOK au gouvernement, de décider de « mettre en disponibilité » avant licenciement plus de 12000 fonctionnaires, des milliers d'enseignants.

Rien n'y fait pourtant. La dette continue à enfler, alimentée par des taux d'intérêts repartis à la hausse. Une nouvelle restructuration de la dette grecque est inévitable (c'est-à-dire des non-remboursements de créances) ; la restructuration de la dette portugaise probable.

Les milliards versés dans le puits sans fond des banques au bord de la faillite en constituent une des causes. Après avoir déjà absorbé près de 15 milliards puisés dans les caisses des États français et belge, Dexia, dans le cadre de son démantèlement, s'appête à présenter une nouvelle facture du même ordre. Ce n'est cependant qu'une brouille à côté de la situation des banques espagnoles dopées pendant des décennies aux prêts immobiliers. *Le Monde*

### ... aux USA et au Japon

Quant aux USA, si la situation y est un peu meilleure - le deuxième trimestre de 2013 indique une progression du PIB de 2,5% en rythme annuel -, c'est d'abord le résultat de la violente offensive contre le prolétariat américain, de la baisse drastique du coût du travail. Les délocalisations internes du Nord au Sud des États-Unis conduisant à une division par deux des salaires des ouvriers américains de l'automobile n'en constituent qu'un exemple. La grève massive des employés des fast-foods, condamnés pour manger à aller quémander les bons alimentaires auprès des organisations caritatives, en constitue une autre illustration.

L'amélioration de la « compétitivité » de l'économie US n'a pas d'autre secret, et l'augmentation des exportations US qui s'en suit, n'en déplaie aux dirigeants syndicaux qui développent le conte de fée selon lequel le meilleur moyen d'assurer la croissance serait l'augmentation des salaires. Cela étant, la croissance US non seulement n'a rien d'irrésistible, mais a une assise totalement vermoulue. La rechute brutale du marché du neuf dans l'immobilier en témoigne. Il n'y a en réalité aucune baisse du nombre de chômeurs. Par ailleurs, les attaques contre les masses se poursuivent à un rythme effréné. Par milliers et milliers, les étudiants américains renoncent à poursuivre leurs études, dans l'incertitude de pouvoir rembourser les énormes emprunts qu'ils ont dû consentir pour payer leurs études. Et à Detroit, l'annonce de la mise en faillite de la ville menace des milliers de fonctionnaires municipaux de

### ...et les nouveaux développements de la crise : Inde, Brésil, Turquie, Indonésie....

C'est bien pour tenter de conjurer ce genre de catastrophe que la FED a indiqué envisager de commencer à réduire le débit de la planche à billets. C'est, nous disent les « spécialistes », cette simple annonce qui aurait provoqué le brutal reflux des capitaux de pays dits « émergents » (l'Inde, la Turquie, le Brésil, l'Indonésie). Le fait est que ces pays ont brutalement été atteints conjointement de la même maladie : retrait massif de capitaux, dévaluation considérable de la monnaie (15% pour la roupie indienne par exemple), inflation hors de contrôle en particulier du fait de l'augmentation des biens importés. Et les consé-

quences : augmentation des taux d'intérêt, accélération du déséquilibre de la balance des paiements, aggravation de la dette publique. Évidemment, ce sont les masses qui paient en premier lieu l'addition. L'inflation, l'augmentation du prix des produits alimentaires par exemple précipite des centaines de millions d'Indiens dans la famine. Et dans les cercles du capital financier, on s'inquiète d'une réédition de la crise de 1994. La même fuite des capitaux, le même effondrement de la monnaie au Mexique avaient provoqué une généralisation de la

du 20 juillet indique : « *Les banques cumulent 169 milliards de créances douteuses, soit plus de 15% du PIB* » et précise : « *Avec une croissance négative ou proche de zéro, un taux de chômage qui s'établit à 27% de la population active... il est logique que le volume des impayés augmente... Quand ils (les chômeurs) épuisent leurs droits, ces derniers sans ressources, finissent par ne plus honorer leurs crédits. Du côté des entreprises, la situation n'est guère plus réjouissante puisque les faillites ont battu des records au premier trimestre... Les analystes estiment que les impayés vont croître jusqu'en 2014... Après avoir obtenu de Bruxelles près de 40 milliards d'euros d'aide, la question est de savoir si le secteur aura besoin de nouvelles injections de capital...* » *Le secteur a consacré près de 250 milliards d'euros à assainir ses actifs depuis 2007. Un grand ménage a déjà été fait.* » Apparemment, il reste pourtant des emprunts toxiques sous le tapis ! Non seulement il en reste, mais la vérité est que le nombre de ces emprunts irrécouvrables ne cesse d'augmenter.

licenciements, et des milliers de retraités d'interruption du versement de leurs pensions. La consommation intérieure - celle de la bourgeoise et de la petite bourgeoisie - est, quant à elle, largement fondée sur le développement du crédit et la valorisation boursière - par définition purement spéculative, résultat de taux d'intérêts restés au plus bas pendant des mois, bref sur les ingrédients... qui ont conduit préalablement à la catastrophe de 2008. Crédit facile et valorisation boursière sont eux-mêmes, le produit de la politique de la FED jusqu'à ce jour, de l'afflux de liquidités sur le marché, produit du rachat de 85 milliards de dollars par mois de bons du Trésor et de produits hypothécaires.

En la matière, les USA sont toutefois en voie d'être dépassés par le Japon. Le miracle japonais tient tout entier dans la décision du gouvernement d'Abe de faire racheter de manière illimitée des actifs en yens par la Banque centrale japonaise, faisant ainsi baisser artificiellement la monnaie japonaise et stimulant par ce fait les exportations. Il s'agit en fait d'une véritable guerre des monnaies pour accaparer des parts sur le marché mondial. La « relance » ainsi opérée s'est accompagnée d'une véritable frénésie boursière stimulant la consommation. Mais cette politique ne remporte des « succès » provisoires qu'en préparant de plus lourdes catastrophes pour le futur : constitution d'une bulle boursière, développement monstrueux de la dette publique (elle va bien tôt atteindre 250% du PIB), etc.

quences : augmentation des taux d'intérêt, accélération du déséquilibre de la balance des paiements, aggravation de la dette publique. Évidemment, ce sont les masses qui paient en premier lieu l'addition. L'inflation, l'augmentation du prix des produits alimentaires par exemple précipite des centaines de millions d'Indiens dans la famine. Et dans les cercles du capital financier, on s'inquiète d'une réédition de la crise de 1994. La même fuite des capitaux, le même effondrement de la monnaie au Mexique avaient provoqué une généralisation de la

panique financière, d'abord en l'Amérique latine contrainquant l'impérialisme US à intervenir en urgence...

La fable que tentent de nous servir en guise d'explication les « spécialistes » de l'économie capitaliste qui sévissent dans les colonnes des journaux de la bourgeoisie est la suivante : comme les pays dits « avancés » vont mieux, comme l'accès au crédit risque d'être plus difficile et plus cher du fait de la nouvelle politique de la FED qui s'annonce, les capitaux reviennent dans les pays avancés et donc désertent les dits pays émergents. C'est un mensonge et une mystification. Pour ce qui est de la reprise dans les pays capitalistes avancés, on a vu plus haut ce qu'il en était. Mais la fuite des capitaux de l'Inde, de la Turquie, du Brésil n'est pas due essentiellement aux annonces de la FED ; ou plutôt, les annonces de la FED n'en sont que la cause occasionnelle. La véritable raison est ailleurs : la croissance dans ces pays avait, bien avant les dites annonces sérieusement commencé à fléchir dans la lignée du fléchissement de l'économie chinoise elle-même. Pour ce qui est du Brésil, il faut même dire qu'elle avait cessé d'exister. De 2007 à 2012, la croissance est passée de + 6,1 à 0,9% au Brésil, de +5,5 à +2,5% en Afrique du Sud, de +10,2 à +3,9% en Inde, de +14,2 à +7,8% en Chine. Le rapport avec l'évolution du volume

des exportations est évident : dans la même période d'une année sur l'autre, on passe de + 5,5% à -0,3% au Brésil, de +6,5 à +0,1% en Afrique du Sud, de +18 à +0,9% en Inde, de +19,8 à +5,4% en Chine.

Autrement dit, avec la limitation de la demande des pays capitalistes avancés et de la Chine, la saturation du marché mondial a pour conséquence la décélération des exportations des pays dits émergents. L'économie capitaliste est une réalité mondiale et se révèle à nouveau le caractère inégal et combiné du développement de l'économie capitaliste et de sa crise.

Fondamentalement, les craquements sinistres que laisse entendre l'économie de ces pays nous rappelle le caractère essentiel de cette crise : c'est une crise de surproduction et la crise de surproduction est intrinsèquement liée au système capitaliste lui-même. Voilà pourquoi ces pays, contrairement à la propagande servie par la bourgeoisie, ne sauraient offrir une planche de salut à un mode de production dans l'impasse. Au contraire, l'affaissement de la croissance des économies émergentes va constituer un facteur d'aggravation de cette crise de surproduction en raison de leur part prépondérante dans l'augmentation du PIB mondial ces dernières années : en 2012, cette part est évaluée à 80% !

### **Puissance sociale, faiblesse politique du prolétariat. Un exemple : l'Égypte...**

L'approfondissement de la crise du capitalisme, la brutalité des attaques contre les conditions d'existence des masses qu'elle entraîne pose une question brûlante : le prolétariat est-il à même de briser cette offensive et au-delà, de faire prévaloir ses propres solutions politiques, c'est-à-dire de prendre le pouvoir, d'exproprier le capital, d'en finir avec le régime du profit ? Or, il se heurte à ses propres limites politiques. La situation en Égypte est emblématique à cet égard.

Ce sont bien les masses qui ont engagé la mobilisation conduisant au départ de Morsi. Et au départ il y a les puissantes mobilisations ouvrières du printemps dressées contre la politique pro-capitaliste des Frères musulmans, agrémentée de la remise en cause de plus en plus ouverte des libertés démocratiques, de l'islamisation forcée, etc. C'est, appuyé sur ce mouvement du prolétariat, que Tamorod - mouvement à caractère petit-bourgeois - va initier la pétition de destitution de Morsi tout en faisant en sorte d'interdire que le prolétariat apparaisse sous ses propres mots d'ordre, sur ses propres exigences. Le 30 juin, il y a des dizaines de millions de manifestants, mais Tamorod interdit qu'apparaissent dans la manifestation les banderoles des partis, syndicats, délégations ouvrières d'entreprise, bref toute expression propre de la classe ouvrière.

L'armée, dont il faut rappeler qu'elle était intégrée au gouvernement Morsi issu des élections de juin 2012 et pleinement associée à la répression des grèves ouvrières, à l'élaboration de la législation anti-grève notamment, avait commencé à tourner casaque avant le 30 juin. Mais après le 30 juin, elle confirme totalement sa volonté de se débarrasser des Frères musulmans. Elle adresse un ultimatum à Morsi - en fait une mise en demeure de quitter le pouvoir. Pourquoi ? Il faut éviter que Morsi soit chassé par les masses elles-mêmes. Ensuite, l'armée organise la vaste opération visant à demander au « peuple » de lui donner

« mandat » contre le « terrorisme ». Tous les groupes politiques bourgeois (les libéraux, les nassériens) mais aussi la direction de l'EFITU répondent positivement. L'EFITU est le syndicat qui s'est constitué contre l'appareil « syndical » vertical qui, sous la dictature de Mubarak, en était la police dans les entreprises. Pire encore, c'est un membre de sa direction qui devient ministre du travail (par ailleurs membre du parti nassérien).

Les forces qui résistent à l'opération bonapartiste ainsi réalisée sont trop faibles pour empêcher sa réussite même s'il est très important de remarquer qu'elles existent. Ainsi il y a bien eu bataille politique à la direction de l'EFITU. Il faut citer des extraits de la déclaration de Fatma Ramadan, membre de la direction du syndicat :

*« Camarades, travailleurs et travailleuses d'Égypte Depuis bien avant le 25 janvier, vous réclamez vos droits. Vos rassemblements et vos grèves ont continué après la chute de Moubarak pour les mêmes revendications sans réponse. L'armée a négocié, puis les Frères, sans que jamais ces négociations ne portent sur votre droit. Au contraire, ils ont œuvré tous ensemble pour éteindre les étincelles que vous aviez allumées dans les jours sombres des ténèbres, les étincelles de lutte, mêmes si ces luttes étaient en ordre dispersé...*

*L'armée n'a-t-elle pas cherché à briser vos grèves et vos rassemblements pas la force à Suez, au Caire, au Fayoum, et dans toutes les régions d'Égypte ? N'a-t-elle pas tué un grand nombre parmi vous, ou traduit devant des tribunaux militaires sans autre motif que celui d'exercer vos droits en faisant la grève et des rassemblements pacifistes ? N'ont-ils pas tout fait pour criminaliser cet (exercice) de vos droits, en promulguant une législation ad hoc interdisant au peuple égyptien tout entier de manifester pacifiquement, de faire grève ou de se rassembler ?*

*Puis Morsy est arrivé avec les Frères et ils ont emboîté le pas de Moubarak dans la division et la poursuite de la répression des grèves par la force jusqu'à l'ordre d'utiliser les chiens policiers contre les travailleurs de Titan Cement à Alexandrie. C'est bien Morsy qui a fait cela, par l'intermédiaire de son ministre de l'intérieur et ses hommes. Les officiers de police et l'armée qui chargent aujourd'hui sont bien des tueurs, ceux qui tuent les honnêtes jeunes d'Égypte. Ils sont une arme de puissance contre nous tous, en tout lieu et tout temps, et ils le resteront tant que nous n'aurons pas nettoyé les institutions...*

*Aujourd'hui, on nous demande de sortir pour autoriser Sissi à de plus en plus de morts. Et nous nous trouvons devant l'association de trois organisations : la Fédération gouvernementale égyptienne des syndicats (ETUF), la Fédération démocratique des travailleurs d'Égypte (EDLC), et la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (EFITU) (celle dont je suis membre du comité exécutif). J'ai débattu avec des membres de ce comité exécutif pour qu'ils ne soutiennent pas un appel à nos membres (et au peuple égyptien) à descendre dans la rue ce vendredi pour alimenter l'idée que le peuple, l'armée et la police sont unis, comme il est dit dans l'appel. Je me suis trouvée en minorité, avec quatre membres, contre neuf voix pour la parution de cet appel. Ainsi, ces trois fédérations ont appelé les travailleurs à manifester, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Nous avons donc maintenant le choix entre sauter dans la poêle ou le feu... Ne vous laissez pas bernier en remplaçant une dictature religieuse par une dictature militaire... »*

Par ailleurs le combat contre le retour de l'armée au pouvoir commence certes par le refus de se soumettre à la manifestation bonapartiste ; mais il supposerait aussi que soit ouverte une alternative politique vers la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan. Dans le combat contre Morsi, par ailleurs aucune force, pas même les « socialistes révolutionnaires » n'ont combattu pour exiger de la direction syndicale qu'elle rompe avec les militaires, que son représentant quitte le gouvernement.

### **En France, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel fait feu de tout bois contre le prolétariat et la jeunesse**

S'il est nécessaire de tirer les leçons des derniers événements en Égypte, c'est parce que c'est en Égypte (comme en Tunisie) qu'au cours des deux dernières années le prolétariat a le plus puissamment combattu, renversant la dictature, constituant ou renforçant des organisations syndicales où les travailleurs affluent par dizaines, voire centaines de milliers. Il y a de ce point de vue un incontestable contraste avec la situation des pays capitalistes avancés, en particulier la France. Car, sauf à s'aveugler soi-même on doit bien constater la grande faiblesse de la riposte ouvrière à l'offensive bourgeoise pourtant d'une violence sans précédent contre les conditions d'existence des masses. Cette faiblesse, marquée dans toute l'Europe, l'est aussi en France. Les numéros précédents de *CPS* ont indiqué que le gouvernement avait pu, sans rencontrer d'opposition sérieuse, mener à bien des attaques aussi importantes que le pacte compétitivité et la loi dite de « sécurisation des parcours professionnels ». Évidemment

L'armée ayant obtenu le « mandat » qu'elle voulait, va réprimer avec la plus grande violence les manifestations des Frères musulmans, et ce d'autant plus aisément que ceux-ci sont vomis par les masses égyptiennes. Mais en même temps, la violente répression des FM est aussi un message adressé au prolétariat : voilà ce à quoi nous sommes prêts demain contre vous. Demain et même aujourd'hui puisqu'en même temps que les manifestations des FM, l'armée réprime brutalement une grève dans une aciérie à Port Saïd (avec le soutien du ministre du travail issu de la direction syndicale). L'arrestation, puis l'inculpation de Hartem Mohameddain, dirigeant des « socialistes révolutionnaires » qui dans une déclaration fin juillet s'étaient prononcé contre le rétablissement de la dictature militaire, indique bien contre qui se met en place la dictature militaire. Les considérants de l'inculpation sont éclairants : « *Vous êtes inculpé d'appartenance à une organisation clandestine dénommée Les Socialistes Révolutionnaires, d'être membre de sa direction, organisation dont le but est de nier l'autorité de l'État, d'agresser les citoyens et porter atteinte à la paix sociale... Vous êtes inculpé de tentative de changer le type de gouvernement par des moyens terroristes grâce à l'organisation que vous dirigez... Vous êtes inculpé d'avoir créé et dirigé les Socialistes Révolutionnaires qui fait de la propagande en faveur d'imposer la domination d'une classe sociale spécifique sur l'ensemble de la société et de renverser l'ordre social de l'État.* »

Le gouvernement Sissi constitue une tentative de rétablissement de la dictature de Mubarak sans Mubarak (lequel malgré tout et significativement est libéré !). Mais l'affaire n'est pas faite. Le prolétariat est désemparé ; il n'est pas écrasé. C'est entre lui et la dictature militaire que se nouera le prochain affrontement. Ce qui a manqué au prolétariat, c'est un instrument politique, comme le dit Fatma Ramadan elle-même, un parti. Mais ce parti ne peut être qu'un parti révolutionnaire doté d'un programme d'expropriation du capital, y compris du capital possédé... par l'appareil militaire qui en Égypte possède directement une partie très importante des moyens de production.

la responsabilité entière de cette situation incombe au PS, au PCF, aux dirigeants des appareils syndicaux, appareils qui soit soutiennent à l'Assemblée la politique du gouvernement, soit la prennent en charge via le « dialogue social », en éludant tout affrontement avec le gouvernement : c'est le cas des directions syndicales CGT, FO, FSU.

Fort de ses succès, le gouvernement peut passer en cette rentrée à une nouvelle étape de son offensive contre les masses : la contre-réforme des retraites et le budget 2014, budget de guerre contre la Fonction publique et ses agents en constituent les éléments déterminants.

Précisons : le gouvernement, gouvernement bourgeois entièrement dévoué aux intérêts du capital financier, n'a pas le choix. Contrairement à ce que serinent quotidiennement les appareils dirigeants des syndicats, il n'y a pas « *d'autres choix possibles* ». La bourgeoisie française est prise à la gorge. Regagner des parts de marché - ou en tout cas cesser d'en perdre -, rétablir la « compétitivité » sup-

pose de s'en prendre brutalement à la valeur de la force de travail par tous les moyens (baisse des budgets sociaux, attaque contre les retraites et la Santé, remise en cause des indemnités chômage, baisse du salaire direct). Car il faut le dire, à l'inverse de la pathétique déclaration de Hollande qui le 14 juillet « *sentait* » la reprise, la dégradation de la situation du capital français continue et s'accroît. La production industrielle a baissé de 15% depuis 2008. Le déficit commercial, bonne mesure de la déconfiture du capitalisme français, continue d'enfler. *Le Monde* du 7 septembre nous apprend ainsi qu'il est reparti à la hausse en juillet, la légère décélération du premier semestre étant due non à une augmentation des exportations, mais à une diminution des importations : « *Sur un an, le déficit commercial a atteint 61,3 milliards d'euros. Il s'était établi à 67 milliards en 2012. Au premier semestre 2013, le solde déficitaire a diminué d'1,2 milliard à 30 milliards. Ce léger mieux était dû pour l'essentiel, à l'amélioration de la facture énergétique, les exportations ayant reculé en données semestrielles pour la première fois depuis 2009, ce qui n'est évidemment pas un signe positif.* »

Les premières victimes en sont les masses laborieuses : le chômage ne cesse d'enfler, et même les manipulations statistiques de l'INSEE ne peuvent cacher qu'il y a officiellement plus de 5,1 millions de chômeurs en France.

Pas étonnant que les patrons des grands groupes capitalistes français, que préoccupe non le chômage, mais la

difficulté du capitalisme français à encaisser sa part de la plus-value mondiale, sonnent la charge. Dans une tribune libre, les patrons de Pernod, Axa, Saint-Gobain, JC Decaux, Rémy Martin, CapGemini, Alstom, Lafarge, Total, GDF Suez, Société Générale, Air Liquide, BNP Paribas, Schneider Electric, Sanofi signifient au gouvernement leurs exigences : « *La France a perdu un quart de sa part du marché mondial en 20 ans. La dépense publique est insoutenable... Quelles sont les conditions du redressement ? La première est d'engager des réformes de l'ensemble des administrations publiques... Trois réformes majeures sont à mener d'ici la fin de l'année : les retraites, la formation professionnelle et l'assurance chômage. Enfin nous ne pouvons échapper à un débat sur la durée du travail.* » Et comment y arriver ? « *Partons d'abord du constat que réformer notre pays est possible, comme le montre l'accord du 11 janvier, permettant les premières réformes du marché du travail. Les précédentes réformes des régimes de retraite ont déjà permis d'infléchir la tendance des dépenses des pensions. Ceci est le résultat d'efforts coordonnés des partenaires sociaux et de la puissance publique, saluons-le.* » Et de conclure : « *La réponse à ces défis passe par un dialogue ouvert entre les partenaires sociaux et les pouvoirs publics : les entreprises y sont prêtes.* »

### Contre-réforme des retraites : plus de deux mois de concertation ininterrompue

Les représentants des grands groupes capitalistes indiquent assez clairement à quoi sert le dialogue social, et quels résultats du point de vue des capitalistes il a déjà permis d'obtenir. Ils peuvent « *saluer* » les « *efforts coordonnés des partenaires sociaux* » - et donc des dirigeants syndicaux. Cet hommage, du point de vue des intérêts capitalistes, est on ne peut plus mérité.

C'est la même méthode qui a conduit à l'annonce par Ayrault le 27 août de la contre-réforme des retraites. Depuis la « *Conférence sociale* » qui s'est terminée le 21 juin, donc depuis plus de deux mois, il ne s'est pas passé un jour sans que les dirigeants syndicaux ne se rendent au ministère pour peaufiner avec le gouvernement et le patronat la contre-réforme. Le résultat est une nouvelle attaque qui prolonge et aggrave les contre-réformes de Chirac-Raffarin en 2003 et de Sarkozy-Fillon en 2010.

Le contenu en est connu. Il y a d'abord prolongation de 2 ans des annuités nécessaires pour bénéficier de la retraite à taux plein. Cela signifie qu'en 10 ans (depuis 2003), l'âge de la retraite aura été reporté de 3 ans pour les travailleurs du privé, de 5,5 ans pour ceux du public. Il y a la baisse du pouvoir d'achat pour tous les travailleurs sous la forme de l'augmentation de la cotisation « *salarié* » qui vient s'ajouter à l'augmentation de la TVA prévue pour financer le « *pacte compétitivité* » et... au blocage général des salaires. Il y a le retardement de 6 mois de la revalorisation des pensions et des retraites. Enfin il y a les mesures dites sur la « *pénibilité* » frauduleusement présentées par les appareils comme les « *points positifs* » de la réforme et qui, en réalité, représentent une grave attaque contre les droits collectifs en matière de retraite (voir plus bas).

Le gouvernement a eu l'incroyable culot de présenter la contre-réforme comme une réforme « *juste* » avec des

efforts « *partagés* » entre travailleurs et patrons. Le MEDEF, lui, ne s'y est pas trompé. Sur le perron de Matignon au terme des deux mois de concertations, ce fut le cri du cœur devant la « *bonne surprise* » : le gouvernement s'était engagé en commençant dès 2014 au moment du vote de la loi de financement de la Sécurité sociale à supprimer les 34 milliards de cotisations correspondant à la « *branche famille* ». La division en branches - et l'impératif d'équilibre pour chaque « *branche* » - procédait déjà d'attaques antérieures contre la Sécurité sociale.

Ce qui demeure, c'est un coup d'une violence inouïe contre la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé. Moscovici a déclaré aux universités d'été du MEDEF que le surcoût lié à l'augmentation de la cotisation patronale vieillesse serait « *intégralement compensé* », ce qui lui valut une véritable ovation. C'est pourtant le dixième de la vérité. Pour n'importe quel travailleur qui fait la soustraction, le gain patronal de la suppression des cotisations « *familles* » se monte à 34 milliards et le surcoût des cotisations vieillesse à 2,5 milliards environ. Le résultat n'est donc pas celui d'une simple « *compensation* » mais celui d'un gain à terme de 31,5 milliards par an. C'est sans doute ce que Hollande et Ayrault appellent « *des efforts partagés* ». Quant aux conséquences de ce cadeau fait aux patrons, on ne va pas tarder à en voir les conséquences : rabotage systématique des allocations familiales (cela a déjà commencé, par exemple avec la prime à la naissance, la réduction d'impôt pour enfant scolarisé dans le secondaire ou à l'université), et sous une forme ou une autre augmentation de l'impôt qui accable les travailleurs. Car le discours sur la nécessité de la « *pause fiscale* » doit bien être compris pour ce qu'il est. Ce qui est au programme, c'est la baisse des impôts pour les patrons et

l'augmentation sous toutes les formes de l'impôt payé par les travailleurs et retraités (augmentation de la TVA, fiscalisation de la part retraite liée au fait d'avoir eu trois enfants, augmentation de la CSG pour les retraités, etc.).

Le cadre de la concertation avait été donné par le gouvernement dès juin : augmenter le nombre d'annuités au nom de l'argumentation mensongère du « gain d'espérance de vie » - en réalité la longévité en bonne santé diminue ! Le simple énoncé de ce cadre aurait dû conduire les dirigeants à refuser de discuter de la sauce à laquelle les retraites allaient être mangées. Non seulement les dirigeants syndicaux ont participé, mais leur leitmotiv a été : « *Oui ! Une réforme est nécessaire ! Nous avons des propositions sur le financement ! D'autres choix sont possibles, etc.* ». Il vaut la peine de se pencher un instant sur les « autres choix » en question. Par exemple, la fameuse « *taxation des produits financiers* » qui fait dépendre le montant des retraites de l'évolution du cours de la Bourse... exactement comme dans le système par capitalisation. Ou encore la « *modulation des cotisations sociales selon la politique de*

*l'emploi des entreprises* ». Ce qui revient à proposer une diminution des cotisations pour les « bonnes » entreprises qui embauchent... ce qui n'est rien d'autre que la politique du gouvernement lui-même !

C'est entièrement sur cet axe qu'a été écrite la lettre publique de Lepaon au Premier ministre quelques jours avant l'annonce d'Ayrault : pas un mot contre le projet du gouvernement mais à l'inverse : « (...) *En premier lieu je vous rappelle que nous étions et sommes toujours demandeurs d'une négociation tripartite entre syndicats de salariés, organisations patronales et gouvernement... sur la part des richesses produites par les entreprises consacrée au financement de la protection sociale... La CGT considère qu'une réforme est nécessaire. Elle doit être destinée à améliorer la situation des retraités actuels et futurs et à favoriser l'emploi et les salaires. C'est en fonction de ces objectifs que les ressources de financement doivent être dégagées.* »

Autrement dit : non pas contre la contre-réforme du gouvernement mais pour une « bonne » réforme...

### **A quoi sert le discours des dirigeants syndicaux sur la « pénibilité » ?**

Mais il faut accorder une analyse particulière à la place de premier choix accordée par les dirigeants syndicaux à la question dite de la « pénibilité ». En soi, l'introduction de cette question est un élément de division du prolétariat. Voyons de quoi il s'agit selon *Metronews* :

« *Comment ça marche ?*

*Ouvert pour les salariés du secteur privé exposés à "des conditions de travail réduisant l'espérance de vie", le «compte personnel de prévention de la pénibilité» permettra de cumuler des points: chaque trimestre d'exposition à un facteur de pénibilité donnera droit à un point (deux points en cas d'exposition à plusieurs facteurs). Le nombre de points sera plafonné à 100.*

*Les points accumulés pourront être utilisés pour suivre des formations afin de se réorienter vers un métier moins pénible, financer un maintien de rémunération lors d'un passage à temps partiel en fin de carrière, ou bénéficier de trimestres pour partir plus tôt à la retraite.*

*Dix points sur le compte donneront droit à un trimestre (formation, temps partiel ou retraite). Mais les 20 premiers points seront obligatoirement consacrés à la formation. Cinq ans de pénibilité (avec un seul facteur) donneront donc droit à deux trimestres de formation.* »

Remarquons que pour l'essentiel les fameux points de pénibilité serviront à financer le chômage partiel et à organiser les reconversions des travailleurs dans le cas des

plans sociaux (nul doute que les dits plans négociés dans le cadre des « accords compétitivité emploi » incluront l'utilisation des « points pénibilité » pour envoyer les travailleurs en « formation »). Mais ajoutons que ce système d'accumulation de points constitue le premier élément de la « *réforme systémique* » - la retraite par points, promue en particulier par la CFDT, qui consiste à substituer au droit collectif des travailleurs à la retraite (qui peut donc être défendu collectivement), un droit individuel déterminé par les aléas de la carrière.

C'est clair : les appareils ont présenté comme une « revendication » ouvrière, ce qui en réalité est un coin enfoncé dans les droits collectifs. C'est la « pénibilité » qu'ils avaient déjà opposée à la défense des régimes spéciaux en 2007, et c'est au nom de la « pénibilité » qu'en 2010, Thibault avait refusé de se prononcer pour le retrait de la réforme Sarkozy-Fillon. Et, à nouveau, c'est sur la base de cette « revendication » qu'a pu se nouer le « deal » entre les appareils syndicaux, le gouvernement, le patronat visant au bout du compte à présenter la contre-réforme comme comprenant certes des aspects négatifs - quelle que soit la bonne volonté des appareils syndicaux, il est difficile de faire croire à un travailleur que le passage à 43 ans est positif ! - mais aussi des aspects « positifs »... en particulier les fameuses mesures sur la « pénibilité ».

### **Les « aspects positifs » de la contre-réforme pour ne pas demander son retrait**

*Le Monde* du 27/8 fait dire à un représentant du gouvernement que le but de la concertation et de la formulation finale de la réforme est de « *décrocher quelques mots positifs de Lepaon et Mailly* ». On peut dire que cet objectif a été atteint au-delà de toute espérance. Interrogé sur pourquoi, par exemple, le gouvernement avait priorisé l'augmentation des cotisations (pour les seuls salariés comme démontré plus haut) à l'augmentation de la CSG, Ayrault a pu dire sans risquer de démenti que les syndicats préféreraient cette formule. Ainsi, dans la concertation, les directions syndicales se sont très explicitement prononcées... pour la diminution des salaires, ce que confirme un

communiqué FO paru quelques jours avant l'annonce de la réforme.

Au lendemain de l'annonce par Ayrault de sa réforme, un mot est tabou dans les communiqués syndicaux : le mot retrait. Naturellement, ce refus de se prononcer pour le retrait est empaqueté avec une grosse ficelle : « *Pensez donc, dit l'appareil : nous sommes bien plus «ambitieux» que cela ! Nous voulons une «autre réforme» qui garantisse le droit à partir à 60 ans avec le taux plein, etc.* » Ainsi, pour ceux qui veulent bien s'y laisser prendre, l'acceptation de la contre-réforme Ayrault se pare des oripeaux d'un radicalisme purement apparent.

Mais le cœur du discours de l'appareil syndical, après l'annonce d'Ayrault, c'est quand même l'insistance mise sur les « aspects positifs ». En la matière, le pompon doit sans doute être attribué à la direction de la FSU qui, dans les deux communiqués successifs parus à la suite de l'annonce d'Ayrault, commence par faire part... de sa satisfaction.

Son communiqué du 27 août commence ainsi :

« La FSU a été reçue aujourd'hui par le Premier ministre. Elle prend acte avec satisfaction du renoncement du gouvernement à aligner la Fonction Publique avec le secteur privé qui aurait conduit à dégrader le niveau de pension des fonctionnaires. Elle considère que la prise en compte de la pénibilité ou encore des temps d'apprentissage dans le calcul des retraites comme la volonté affichée de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes sont des pistes intéressantes qui restent à concrétiser. »

### La journée du 10 septembre : un échec pour qui ?

C'est donc sur ces bases qu'a été convoquée la journée de grèves et manifestation du 10 septembre. Le ministre Sapin l'a indiqué avant même son déroulement en faisant part de sa « sérénité » : « Il ne me semble pas que l'objectif de ceux qui appellent à la manifestation soit une confrontation. Ils demandent une modification. » En effet ! L'objectif de ceux qui appellent au 10 septembre était d'éviter absolument toute « confrontation » ou, pour être plus précis, tout affrontement avec le gouvernement.

Le résultat de l'appel dans ces conditions, c'est la grande faiblesse des manifestations, numérique mais aussi politique. Même si on acceptait les chiffres fournis par la CGT de 350 000 manifestants, c'est à comparer avec les quelque 2,5 millions de manifestants de 1995. Le fait que Mailly indique que la « mobilisation » a été de même ampleur que celle du printemps sur la loi flexibilité (on sait comment cela s'est terminé !) indique assez la maigreur des cortèges.

Les dirigeants syndicaux ont fait part néanmoins de leur « satisfaction ». En l'occurrence, il faut croire en leur sincérité. Car du point de vue de leur but - protéger le gouvernement, éviter l'affrontement avec lui - la journée du 10 a parfaitement joué son rôle. Les travailleurs y ont été brutalement confrontés à leur propre impuissance politique.

« L'objectif de la mobilisation n'est pas le retrait du texte, mais de permettre d'améliorer le projet lors des débats parlementaires », souligne Thierry Lepaon. » (AFP) Du reste chacun - gouvernement, dirigeants syndicaux - a tiré les leçons du 10. Ainsi, les dirigeants CGT se contentaient avant le 10 de ne pas dire qu'ils étaient pour le retrait de la contre-réforme. Ils peuvent maintenant mettre le point sur les i et dire très explicitement qu'ils sont contre le retrait :

« Certes, il aurait pu être pire, mais le projet n'est pas acceptable en l'état. Il est à la fois injuste et inefficace

### Malgré les conditions les plus difficiles pour la classe ouvrière...

Ne nous masquons pas la réalité : la possibilité pour les travailleurs d'infliger une défaite politique sur la contre-réforme des retraites est lourdement hypothéquée. Pèsent sur eux de tout leur poids les défaites passées sur la même question en 2003 et 2010. En particulier, il faut rappeler

Commencer le communiqué ainsi, même si pour la forme ensuite on critique le passage à 43 ans, a un sens que tout travailleur comprend. Il est vrai qu'à cette étape le gouvernement n'a pas osé liquider purement et simplement le régime Fonction publique. Mais commencer ainsi, c'est dire aux fonctionnaires : le gouvernement vient de vous casser un bras (les 43 ans). Vous devez d'abord le féliciter du fait qu'il ne vous a pas cassé l'autre ! (le régime Fonction publique). Quant à la prise en compte des années d'apprentissage - à supposer que cela se traduise réellement -, le rôle d'une fédération de l'enseignement ne consisterait-il pas à dénoncer une nouvelle mesure en faveur de l'apprentissage, visant à contraindre la jeunesse à renoncer à une formation dans le cadre de l'enseignement public ?

économiquement. Il y a également besoin de concrétiser certains engagements positifs de la réforme. Les trois sujets sur lesquels la CGT, avec d'autres, se bat depuis plus de vingt ans, et que sont la pénibilité, l'égalité entre les femmes et les hommes, et la validation des années d'études pour la jeunesse, vont être inscrits dans la loi. C'est appréciable. La difficulté qui demeure sur ces points, c'est qu'il y a un décalage entre l'ambition affichée et les réponses apportées. » déclare Lepaon à l'Humanité le 10 septembre. Il faut donc réclamer que la réforme Ayrault soit à la hauteur de ses ambitions ! Quant à Mailly, le même jour : « Sur la pénibilité, c'est positif et cela est le résultat de notre pression. Mais sur les 43 annuités pourquoi décider tout de suite alors que l'on met en place un Comité de pilotage ». Ce qui signifie que d'ores et déjà Mailly se porte candidat à être membre, s'il y est invité, dudit comité de pilotage de la réforme.

On mesure là le degré « d'opposition » des dirigeants syndicaux à la contre-réforme. Quant à la suite, c'est le même dispositif qui a conduit à la défaite sans combat sur la loi flexibilité : la démarche auprès des parlementaires (en général, UMP compris) pour faire « évoluer » la loi.

Le gouvernement lui aussi a tiré les leçons. Dès le lendemain, il annonçait son projet de budget et en rajoutait une louche : ce sera finalement entre 15 et 20 milliards de réduction des dépenses (c'est-à-dire de restriction de crédit pour la Fonction publique) avec l'ensemble des réductions de poste revues à la hausse, la réduction du plafond de réduction d'impôt lié au quotient familial, et en même temps le projet de diminution de l'impôt sur les bénéfices et la disparition de l'imposition à 75% - même si celle-ci n'avait jamais réellement existé, sa disparition officielle a évidemment un sens qui n'échappe à personne. Décidément, Hollande a bien mérité le titre que lui donne Libération dans un instant de lucidité : « Hollande président des patrons ».

qu'en 2010 les travailleurs ont été promenés une bonne dizaine de fois dans des manifestations inoffensives, invitées à répétition à faire le tour de la ville sans aucun danger pour le gouvernement Sarkozy-Fillon. A ce moment-

là, les manifestations étaient aussi nombreuses qu'impuissantes.

Il faut ajouter à cela le désarroi politique lié au fait que le gouvernement PS- Radicaux-Verts développe une politique anti-ouvrière à un degré encore supérieur à celui de Sarkozy-Fillon. Certes le vote Hollande, le vote PS-PCF aux législatives était un vote sans grande illusion sinon peut-être que ce serait « moins pire ». Or c'est bien pire dans une situation où il n'y a aucune tendance au surgissement d'une quelconque force politique significative sur un programme de rupture avec le capitalisme. Et surtout pas le « Front de Gauche » dont aujourd'hui la crise révèle le souci principal en particulier au PCF : préserver par une alliance avec le PS, les radicaux, les Verts, ses places aux municipales pour préserver les conditions matérielles d'existence de l'appareil !

Enfin, le poids des défaites récentes sur la loi flexibilité comme sur les innombrables « plans sociaux » de licenciement accable le prolétariat. *Le Monde* du 29 août écrit : « *Le cours des restructurations ne s'est pas tari. Il a même flambé de 27% au premier semestre par rapport à la même période de 2012 avec 468 plans à fin mai contre 367 un an plus tôt.* » Mais, nous prévient le même article, « *les conflits sociaux sont moins spectaculaires qu'il y a un an* », et explique pourquoi en donnant la parole à une « spécialiste » de droit social : « *Nous sommes face à un changement fondamental. Avant, lors d'une procédure économique, il y avait l'employeur, le Comité d'entreprise et le juge. Maintenant les plans sociaux sont négociés avec les organisations syndicales et l'administration du travail qui l'homologuera. Le juge n'est plus dans le processus.* » Avant... c'était avant la loi du 14 juin dite par antiphrase de « *sécurisation de l'emploi* ».

### ... ouvrir une perspective de combat à la classe ouvrière et la jeunesse

Mais en réalité, il n'y a pas de fatalité de la défaite pour le prolétariat. Tout dépend des conditions politiques dans lesquelles il est amené à combattre. Ce qui détermine aujourd'hui ces conditions politiques, c'est la coopération étroite des dirigeants du mouvement ouvrier, plus particulièrement celle des dirigeants syndicaux en particulier avec ce gouvernement et son offensive anti-ouvrière.

À ce titre, il faut affirmer qu'il ne fait aucun doute que si les dirigeants syndicaux se prononçaient de manière claire et nette pour le retrait du projet de loi du gouvernement sur la contre-réforme des retraites, s'ils appelaient dans l'unité à une manifestation sur cet objectif à l'Assemblée nationale pour contraindre les députés PS-PCF qu'ils ont élus de ne pas la voter, les travailleurs répondraient à un tel appel en masse.

Il faut donc partout où cela est possible avancer d'ici le début de la discussion parlementaire cette perspective politique comme il faut combattre pour imposer aux dirigeants qu'ils annoncent qu'ils ne participeront pas au « *comité de pilotage* » de la réforme.

Ce serait là la seule manière de briser l'offensive gouvernementale dont les prochaines étapes sont l'adoption du budget et de la loi de financement de la Sécurité sociale.

Ainsi appuyée sur la collaboration des directions syndicales, la loi flexibilité permet que les plans sociaux passent sans encombre, signés par les directions syndicales... y compris celle de la CGT comme à Pilpa où les 99 personnes ont été licenciées : « *Un accord (y) a été signé entre la direction et la CGT, le 8 juillet. Il porte sur les indemnités de licenciement, la formation et prévoit que le propriétaire, le groupe britannique R&R Ice Cream donne 1,045 million d'euros pour aider à la création d'une coopérative, projet porté par 36 salariés.* »

À une tout autre échelle, la défaite à PSA - après que la direction LO de la CGT a pendant des mois combiné grève minoritaire et « négociation » pour un « bon » plan avec la direction, en interdisant l'expression de toute voix se prononçant pour le retrait du plan, le maintien de tous les postes de travail - pèse de tout son poids sur toute la classe ouvrière.

On se demande ce qui l'emporte de l'inconscience ou du cynisme pour que Lutte Ouvrière qui se targue de son rôle dirigeant à PSA Aulnay, puisse, après le licenciement de 11000 travailleurs conclure le long article consacré à la « grève » dans la revue *Lutte des classes* (20 juin 2013) : « *La lutte menée en commun a créé des liens, une solidarité, une fraternité, qui ont transformé tous ceux qui ont participé à ce combat. Aucun des grévistes ne ressort de ces quatre mois identique à ce qu'il était le 15 janvier 2013. Alors, ne serait-ce que pour tout ce qui a été appris, cette grève a été une victoire.* » Une « victoire » ! Le mot résonne comme une insulte non seulement aux oreilles des milliers d'ouvriers de PSA licenciés, mais au-delà de celles de tous ceux qui, confrontés au plan de licenciement y voient comme l'illustration de l'incapacité à faire reculer les capitalistes dans leurs plans !

Mener cette bataille, c'est le premier pas d'une organisation commune avec les éléments les plus conscients du prolétariat et de la jeunesse.

Avec eux, doit être engagée la discussion sur : quel programme pour la constitution d'un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire ? Comment en finir avec le chômage de masse sinon par l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire le partage des heures de travail entre tous les travailleurs sans diminution de salaire, et au-delà, par l'organisation de la production non plus pour le profit des capitalistes mais en fonction des immenses besoins insatisfaits des masses en matière de logement, de santé, etc. ; ce qui est impossible sans l'expropriation des grands groupes capitalistes ? Et évidemment, le combat pour l'expropriation du capital suppose lui-même le combat pour un véritable gouvernement ouvrier.

Ainsi, pourront être faits les quelques pas, nécessairement limités dans un premier temps, du regroupement pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire et, à l'échelle internationale, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire. C'est le but de notre bulletin : *Combattre Pour le Socialisme*.

## **Alors que le prolétariat bolivien a commencé à affronter le gouvernement Morales, la direction de la COB a pris l'initiative de fonder un parti des travailleurs : comment celui-ci peut-il ouvrir une perspective politique au prolétariat, à la paysannerie, aux populations exploitées et opprimées de Bolivie ?**

### **Première partie : le prolétariat de Bolivie a engagé l'affrontement avec le gouvernement Morales**

Alors que Morales, à l'instar de Chavez, est présenté comme un des exemples significatifs de politique de résistance aux « multinationales » ou à « l'impérialisme », les

travailleurs de Bolivie, enseignants, travailleurs de la santé publique et mineurs ont, à plusieurs reprises, engagé le combat pour affronter son gouvernement.

#### **Aperçu sur les nationalisations et la réforme agraire**

Les nationalisations effectuées par le gouvernement Morales ont été présentées comme une réponse aux revendications du prolétariat et de la paysannerie exprimées lors des deux mouvements de 2003 et 2005, ce qu'on appelle « l'agenda d'octobre ». Dix-neuf « nationalisations » d'entreprises ont eu lieu depuis 2006, mais elles sont marquées par de telles limites qu'il ne s'agit pas en réalité d'exproprier le capital, mais au contraire de tenter de former un capital national, dit « andin », sans rompre les relations avec l'impérialisme et en préservant l'essentiel de ses intérêts. Garcia Linera, le vice-président, tête pensante du régime, peut ainsi rassurer les représentants de l'impérialisme. Une commission sénatoriale française qui s'est rendue pour une mission en Bolivie en 2009 affirme dans son rapport : « *Exposant les principes de la nationalisation, le Vice-Président de la République Alvaro Garcia Linera, a rappelé que le décret de nationalisation ne vise « ni à l'expropriation, ni à l'expulsion des entreprises étrangères », mais à assurer, par de nouveaux contrats, une présence majoritaire de l'Etat bolivien dans le secteur des hydrocarbures. La Bolivie, a-t-il ajouté, « a besoin des investissements étrangers et du savoir-faire des compagnies ». Elle entend donc garantir le respect des investissements et la sécurité juridique des entreprises.* »

Par ailleurs l'essentiel des secteurs stratégiques, les mines ou les hydrocarbures restent aux mains des entreprises privées, du capital étranger, ou national dans le cas des « mines moyennes ». Selon le texte du XV<sup>e</sup> congrès de la COB : « *Aujourd'hui Petrobras, Repsol, Total contrôlent 85 % des réserves de gaz et de pétrole. 80 % de la production d'hydrocarbures se trouvent sous le contrôle d'opérateurs transnationaux, et ce qui reste seulement est entre les mains de l'Etat au travers d'entreprises comme Chaco et Andina, en association avec des entreprises étrangères* ». Pour ce qui est des mines, la situation est plus marquée encore : « *Presque toutes les mines du pays, en dehors de Huanuni, sont aux mains des transnationales qui exportent et laissent à l'Etat une misérable aumône sous forme d'impôts. La seule mine San Cristobal, appartenant à Sumitomo, produit 1600 tonnes par jour de concentré de minerais de zinc, plomb et d'argent. Ses profits nets sont de l'ordre du milliard de dollar, et ne paie à l'Etat que dix millions de dollars* » (Idem).

Ces « nationalisations » avec de larges indemnités ont donc un coût, comme s'en inquiète le journal bolivien *El Diario*, en date du 27/01/2013 : cela équivaudrait à plus d'un milliard de dollars, dont 600 millions restent à payer. Loin d'être lésées, les entreprises multinationales qui voient leurs filiales nationalisées exigent de grasses indemnités : « *Red Electrica de España (...) réclame 74 millions de dollars. RURELEC représente un autre cas de non-dédommagement, pour la nationalisation des centrales électriques de Guaracahi, Valle Hermoso et Corani, et elle exige 143 millions de dollars* » selon *El Diario*. Quant à l'entreprise minière Glencore, dont le site de Colquiri a été nationalisé en 2012, elle réagit ainsi : « *Pour Glencore, la décision de nationaliser la mine de Colquiri « soulève un certain nombre de questions sérieuses au sujet de la politique future du gouvernement envers les investisseurs étrangers dans le secteur minier* ». Ce n'est pas une opposition de principe.

C'est au nom de cette politique que le gouvernement s'oppose aux masses. Dans un article de 2011 publié par *Le Monde diplomatique*, A Garcia Linera explique pourquoi il est hors de question de répondre favorablement aux revendications salariales des fonctionnaires, notamment la grève des enseignants du primaire d'avril 2011 : « *En répondant favorablement aux revendications salariales des enseignants, on utiliserait les ressources obtenues grâce aux nationalisations pour n'améliorer les revenus que de certaines branches du tertiaire. On laisserait ainsi de côté le reste du pays, c'est-à-dire la majorité. On rendrait par ailleurs plus difficile une stratégie d'industrialisation (l'achat de machines ou la construction d'infrastructures, par exemple), permettant d'accroître les richesses que produit le pays... et de les redistribuer* ». C'est donc là la fameuse « redistribution des richesses » ! Il faut d'abord obéir aux lois de l'économie capitaliste, et garantir le taux de profit, et donc diminuer le salaire réel des « privilégiés » que constituent les enseignants, les travailleurs de la santé, ou d'autres secteurs du prolétariat. Quant à la réforme agraire, il est bien difficile d'en trouver un bilan... et pour cause, elle est encore plus limitée que le programme de nationalisations, malgré l'immensité des promesses électorales de 2005 : distribuer jusqu'à 20 millions d'hectares. La constitution ratifiée en 2008, après

compromis avec les représentants des départements « autonomistes », où sont concentrés les latifundia, autorise l'expropriation des grandes propriétés qui n'auraient pas de « fonctions socio-économiques justes ». Les propriétaires fonciers pourraient par ailleurs échapper à l'expropriation de ces biens vacants, sans « fonction », s'ils formulent un projet d'utilisation à des fins productives. Il faudrait vraiment être entêté pour subir une expro-

priation, contre indemnisation bien entendu. En réalité, pas un cheveu d'un latifundiaire ou d'une multinationale n'a été touché, et Monsanto a même obtenu le droit d'introduire des semences transgéniques, ce qui soumet toujours plus les agriculteurs aux semenciers, tandis que les rares zones de forêts protégées sont soumises à colonisation, y compris dans les parcs nationaux et territoires indiens.

### Satisfécits des capitalistes

Il n'est donc guère étonnant de voir les capitalistes se féliciter des résultats économiques du gouvernement Morales. Après sept ans de pouvoir, ces résultats sont encensés par les bourgeois et leurs plumitifs. Ainsi, malgré la suspension par Bush en 2008 d'un accord commercial signé entre les Etats-Unis et les pays andins, (accord lié à la lutte contre la drogue), les exportations vers les Etats-Unis ont augmenté. D'abord, les produits textiles et le cuir qui bénéficiaient de ces clauses ont été touchés, mais selon un article publié sur le site *El Correo* fin novembre 2011, la Bolivie a doublé ses exportations, notamment de produits agricoles et miniers, vers les Etats-Unis. « Nous avons démontré au monde entier que nous sommes capables d'entrer dans le marché étasunien, y compris sans le soutien de l'Atpdea », a affirmé le ministre bolivien de l'économie et des finances publiques, Luis Arce » (...) « Sans l'Atpdea, la Bolivie a exporté plus aux Etats-Unis qu'avec les préférences douanières. Je pense que ce fut une motivation pour être plus compétitifs, pour nous insérer plus dans le marché nord-américain, nous sommes biens, nous n'avons pas besoin de ces instruments qui sont sous conditions politiques », a poursuivi le ministre du commerce extérieur. »

La politique budgétaire du gouvernement Morales est, elle aussi, une raison de se réjouir pour les capitalistes. Selon le journal argentin *Ambito financiero* : « Après presque un siècle, la Bolivie est revenue sur les marchés financiers mondiaux, en plaçant des bons souverains [émissions d'obligations] pour 500 millions de dollars et d'une durée de dix ans ; cette opération a démontré la confiance des investisseurs dans le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud » (22-10-2012). Le taux d'intérêt obtenu a été de 4,8 %, (bien mieux que la Grèce !) grâce aux banques américaines, Merrill Lynch, Goldman Sachs, et aux agences de

notation qui ont augmenté la note de la Bolivie pour ses « solides réserves, sa capacité à gérer la dette et le déficit budgétaire bas ou nul ». Selon Pablo Stefanoni, sur le site « *A l'encontre* » (05/03/2013). L'article poursuit sa constatation : « Au cours de ces sept années, Evo Morales a expérimenté beaucoup de choses – surtout en ce qui concerne la conception institutionnelle du pays – mais il ne s'est jamais écarté d'une politique macroéconomique attentive à l'équilibre budgétaire et il a maintenu le même ministre de l'Economie depuis 2006. Luis Arce Catacora, un technicien modéré aussi bien en ce qui concerne la politique qu'il pratique que dans son style personnel ». Une modération surtout exigée des travailleurs boliviens quant à leurs revendications.

Une part des revenus liés aux revenus fiscaux liés aux entreprises nationalisées a été en partie redistribuée, c'est le partage des richesses, qui a eu pour effet de réduire la pauvreté, selon P. Stefanoni (idem) : « Entre 2005 et 2010, la pauvreté [sous le seuil de 2 dollars par jour, selon les critères de la Banque mondiale] au niveau national a baissé de 60,6% à 49,9% et l'extrême pauvreté [personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, selon les critères de la BM] de 38,2% à 28,4%. Ces améliorations se sont produites dans le cadre d'une croissance notable de l'investissement public qui a été multiplié par trois au cours de ces dernières années ». En réalité les subventions publiques rendues possibles par les prix élevés notamment des matières premières et des produits agricoles et dans une moindre mesure des hydrocarbures, n'ont atténué que d'une manière dérisoire la misère terrifiante qui frappe les masses boliviennes. Mais même cette politique cosmétique touche à ses limites, avec la chute des prix des matières premières sur le marché mondial, liée à la crise et la surproduction.

### Le gouvernement Morales, une tentative bonapartiste dans un contexte prérévolutionnaire

La Bolivie est un maillon très faible de l'impérialisme. Son économie est une des plus faibles d'Amérique latine. Sa bourgeoisie, semi comprador, est inféodée à l'impérialisme, en particulier l'impérialisme US. Elle est confrontée à un prolétariat puissamment organisé par la COB et ses syndicats. Au sein de la COB, la classe ouvrière joue un rôle prépondérant via la fédération des mineurs. Il s'est formé en Bolivie un mouvement ouvrier puissant, forgé dans une tradition révolutionnaire matérialisée pendant longtemps par l'influence du POR, parti trotskyste dirigé par Guillermo Lora. À plusieurs reprises le prolétariat a directement postulé au pouvoir (insurrection d'avril 1952, assemblée populaire en 1971). Ces traditions révolutionnaires sont restées vivantes dans la conscience du prolétariat. En 2000 et 2002, les mineurs de la

COMIBOL, avaient obtenu la « renationalisation » de leur entreprise privatisée en 1999, et menée à la faillite par ses propriétaires, tandis que les prolétaires de Cochabamba avaient obtenu que l'eau de la ville ne soit pas concédée à une multinationale. Ces puissants mouvements préfiguraient les situations prérévolutionnaires de 2003 et de 2005.

Face à la mobilisation des masses, deux présidents ont dû fuir le pays en octobre 2003, Sanchez de Losada dit Goni, et en 2005 son vice-président, Carlos Mesa, a subi le même sort. En 2003, avec comme revendication centrale le rejet du bradage au profit de l'impérialisme des ressources en hydrocarbures, le prolétariat bolivien a imposé aux dirigeants de la COB l'appel à la grève générale et la manifestation centrale à La Paz. Le 17 octobre les masses

insurgées étaient maîtresses de la capitale. Goni a dû s'enfuir. Les dirigeants de la COB et le MAS ont accepté de reconnaître la transition assurée par son vice-président, Carlos Mesa. Le mouvement a ainsi pu être enrayer au compte de la promesse d'une prochaine assemblée constituante (voir CPS n°14 de décembre 2003).

En 2005, la question de la loi sur les hydrocarbures n'était pas encore tranchée. Face à la volonté du gouvernement Mesa d'aller de l'avant et en se mobilisant par ailleurs sur ses propres revendications, le prolétariat est à nouveau entré en mouvement. Lors de cette mobilisation, plusieurs assemblées de masse eurent lieu à La Paz et Cochabamba, appelées « *cabildo* ouvert », conseil municipal ouvert. A Cochabamba, elles rassemblèrent 60 000 personnes et à La Paz 400 000 personnes. A El Alto, l'immense banlieue prolétarienne de La Paz, une assemblée populaire, intégrant l'ensemble des organisations (COB, FSTMB, CTSUTB...) avait commencé à se réunir, tentant de faire ressurgir cette historique institution, et posant la question de la généralisation et de la centralisation de cet organisme (voir CPS n°22 de septembre 2005).

Les dirigeants de la COB et du MAS, toujours sous la promesse d'une future assemblée constituante, reconnu-

rent la légitimité d'une nouvelle transition assurée par Rodriguez, ce qui représentait une nouvelle capitulation. Il ne pouvait s'agir pour eux d'ouvrir la perspective d'un gouvernement issu du front unique des organisations du prolétariat et appelant à la constitution et à la centralisation des assemblées populaires.

L'engagement du prolétariat bolivien en 2003 et 2005 revêt une importance particulière. Dans les deux cas, la question du pouvoir était directement posée. Ces mouvements n'ont pu aller aussi loin que celui de 1971 avec la constitution de l'assemblée populaire, premier véritable soviet d'Amérique latine. Les traditions et l'histoire du prolétariat bolivien se sont pleinement exprimées. Mais à la différence de 1971, un facteur subjectif n'est plus présent et fait cruellement défaut. A savoir l'existence d'une organisation révolutionnaire, telle qu'était le POR qui a chaque jalon de la lutte avait su formuler la question du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan en combattant pour la constitution de l'assemblée populaire comme « commandement politique » et imposant le front unique de l'ensemble de ses organisations.

#### **De 2006 à 2008 Morales canalise l'énergie des masses et subit l'offensive de l'impérialisme**

A aucun moment, le MAS et son dirigeant Morales n'ont ouvert de perspective politique. En 2003, comme en 2005, Morales et le MAS ont été, avec la complicité des dirigeants de la COB, partie prenante des manœuvres visant à canaliser le mouvement du prolétariat et à préserver les institutions.

Ce parti politique, fondé au départ comme « instrument politique » de la confédération paysanne CSUCTB, en 1997, elle-même partie prenante de la COB et se définissant comme « mouvement au socialisme », prétend représenter la petite paysannerie ; mais en réalité, il a surtout contribué à préserver les institutions et l'Etat bourgeois bolivien de l'activité révolutionnaire des masses. Cela n'a pas empêché, in fine, Evo Morales d'être élu lors de l'élection présidentielle du 18 décembre 2005, face à un candidat au passé on ne peut plus impérialiste, ancien président de la République, ancien vice-président du dictateur Hugo Banzer, vice-président de la Banque de commerce de Bolivie et gouverneur de la Banque mondiale, Jorge Quiroga Ramirez. Dans cette élection, Morales a reçu le vote des masses paysannes, mais aussi du prolétariat, et ce malgré sa politique. S'il a présenté un programme de nationalisations... c'est à la mode bourgeoise, afin de le substituer à la revendication des travailleurs et reprenant la tradition politique des gouvernements nationalistes des années 50. Morales a donc endossé le costume du Bonaparte, élu par son bon peuple et qui octroiera les « réformes », tout en faisant refluer le mouvement des masses.

Malgré sa crise politique, la bourgeoisie bolivienne menait à la fois une campagne de déstabilisation du gouvernement et de violentes attaques contre les masses et leurs organisations, notamment dans les régions amazoniennes. Ainsi, la constitution a été l'objet d'affrontements importants entre la bourgeoisie compradore relais de l'impérialisme,

le gouvernement et les masses, notamment des paysans, et en particulier les communautés indigènes.

Morales a trouvé le moyen de dissiper l'énergie révolutionnaire des masses dans un carcan politique bourgeois : la question de l'assemblée constituante et d'une nouvelle constitution. Le mot d'ordre d'assemblée constituante peut représenter un mot d'ordre transitoire dans un pays arriéré dont les tâches nationales démocratiques n'ont pas été menées à bien. La réalisation d'une assemblée constituante cependant pose la question du pouvoir. Quel gouvernement, mettra en place une assemblée constituante souveraine, au compte de quelle classe ? Morales quant à lui apporte sa réponse et l'utilise comme un leurre politique puisque dans le même temps que cette assemblée est élue, elle se réunit à Sucre, « capitale constitutionnelle », à plus de 500 kilomètres de La Paz où le Parlement habituel et le gouvernement continuent à se réunir.

En effet, si Morales a temporisé sur les revendications fondamentales du prolétariat et de la paysannerie grâce au « processus constituant », long, et surtout largement stérile, dans la mesure où les représentants de la bourgeoisie le bloquaient, ceux-ci ont aussi fait valoir leurs revendications. En l'occurrence, les gouverneurs des régions amazoniennes, Santa-Cruz, Pando, Beni ou Tarija, ont revendiqué une large autonomie, surtout fiscale. Pourquoi ? Dans ces régions de latifundio, où les communautés indiennes ne sont pas structurées comme dans les Andes, il existe une véritable bourgeoisie coloniale, et c'est là que se trouvent les fameux gisements gaziers dont les masses ont exigé la nationalisation, et que convoitent plusieurs compagnies pétrolières et gazières. Le statut de ces régions est donc tant pour la bourgeoisie, le gouvernement, que les masses un enjeu capital. De plus la question agraire y est aussi posée de façon cruciale. Il faut ajouter que depuis des décennies ces régions sont la base de mouvements fascisants.

C'est donc dans le cadre de ce conflit que les milices constituées par les grands propriétaires terriens s'attaquèrent à plusieurs reprises durant l'année 2008 à des militants ou à des communautés indiennes. Les masses encerclaient l'assemblée constituante à Sucre, empêchant les députés des départements de l'Est d'y entrer afin que la constitution fût adoptée avec la majorité requise. La situation semblait bloquée, mais Morales maniait le référendum révocatoire, comme Chavez, pour renforcer sa position grâce aux communautés indiennes. Malgré tout, un com-

promis était passé avec l'opposition bourgeoise, Morales s'engageant à ne pas briguer un troisième mandat, et la constitution expurgée de ses attaques contre la propriété terrienne était acceptée par l'opposition. Durant cette partie de bras de fer, Morales expulsait plusieurs représentants de l'Etat américain, soit de l'ambassade, soit des « ONG » du style USAID, émanation de l'impérialisme américain. Mais au fond, il garantissait l'essentiel au compte de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

### **Constitution adoptée, conflit avec les latifundiaires terminé... Morales confronté aux masses**

Depuis lors, l'impérialisme et la bourgeoisie semblent avoir renoncé à renverser Morales et son gouvernement, au moins pour une période. Mieux valait l'utiliser. Dans les conditions politiques des situations de 2003 et de 2005, et compte tenu de la crise de la bourgeoisie, ce gouvernement est la meilleure solution envisageable. D'ailleurs, les développements de la crise mondiale imposent au gouvernement de s'en prendre aux masses. Ainsi, lors de la fin de l'année 2010, le gouvernement Morales prend la décision de cesser de subventionner les produits pétroliers, ce qui se traduit au 1<sup>er</sup> janvier 2011 par une augmentation de 73 % du prix de l'essence et de 83 % du prix du gasoil. Les conséquences sur les prix sont immédiates dans la mesure où toute la consommation est affectée par les coûts des transports routiers. Selon un article du *Nouvel Observateur* daté du 31/12/2010, la hausse des prix à la consommation était immédiate, de 15% sur les marchés subventionnés par l'Etat, bien supérieure dans les autres magasins.

Le 30 décembre 2010, des manifestations rassemblent de nombreuses professions, chauffeurs de taxi, de bus, mais aussi, face à l'augmentation du coût des denrées alimentaires, la population pauvre. Ces manifestations tournent à l'affrontement avec la police, notamment à La Paz et El Alto, à proximité des bâtiments du gouvernement. D'autres manifestations ont lieu en février 2011, à l'appel de la COB, les mesures prévues par le gouvernement (augmentation de 20% des salaires des fonctionnaires, ouverture de négociations dans les entreprises privées) ne permettant pas, en réalité, de compenser la baisse des salaires réels que cette violente augmentation des prix de l'essence, « gasolinazo », a engendré, la flambée des prix représentant 30 à 40 % d'inflation au début 2011. Les slogans des manifestants venus d'El Alto à La Paz le 19 février marquaient clairement la rupture des masses prolétariennes avec le gouvernement : « Evo, connard, le peuple est en pétard » selon *Le Point*. Le dirigeant de la COB, Pedro Montes, est lui beaucoup plus indulgent : « *Il a dit qu'il gouvernerait avec le peuple en lui obéissant, qu'il le mette en pratique* », déclaration qui a le bon goût de laisser au gouvernement l'initiative en voulant lui rappeler des promesses illusives. Il ajoute « *ils veulent que nous nous affrontions entre pauvres, nous ne le ferons pas* », signifiant clairement son refus d'affronter le gouvernement.

C'est pourtant un moment clé dans la mesure où le prolétariat urbain, littéralement ruiné par cette libéralisation des prix engagée par un gouvernement qui est cité en exemple pour son anti-libéralisme, commençait à s'engager dans le combat et à l'affronter, malgré les manœuvres dilatoires de la direction de la COB. Depuis, de nombreux affronte-

ments ont eu lieu, dont les deux plus notables sont la grève des fonctionnaires de la santé publique, au printemps 2012, et celle des mineurs en mai 2013.

Au point de départ d'un conflit de plus de 7 semaines, il y a l'augmentation drastique du temps de travail pour les fonctionnaires des hôpitaux publics, en passant la journée de travail de 6 à 8 heures ! Malgré un certain isolement, des capacités de faire grève limitées, la répression du gouvernement contre les manifestants, les travailleurs du secteur de la santé publique, fonctionnaires et médecins, soutenus par les étudiants en médecine, ont réussi à imposer au gouvernement un décret qui annule cette disposition la plus ouvertement réactionnaire.

En mai 2013, la COB appelle à une grève pour une augmentation des pensions de retraites, versées par le système de retraite mis en place quelques années plus tôt par le gouvernement Morales lui-même. En décembre 2010, une loi sur les retraites avait été adoptée : elle abaissait l'âge de départ en retraite à 58 ans, et même à 51 ans pour les mineurs. Ce qui est loin d'être un luxe dans un pays dont les caractéristiques ne sont pas comparables à celles de l'Europe, particulièrement pour les travailleurs. Les fonds de pension créés en 1996 par la liquidation de la retraite par répartition étaient nationalisés, les cotisations patronales portées à 3 %, les cotisations salariales augmentées de 0,5 %.

En réalité, ces augmentations se faisant sur les bases de départ des fonds de pensions (retenue sur salaire de 10 % pour les travailleurs et 2 % de cotisation patronale), on reste dans un système où les salariés financent bien plus ces fonds que les patrons dont l'apport est nettement moindre. Enfin un apport important était fourni par la rente des hydrocarbures et des mines et donc par l'Etat (système « tripartite »).

Cependant, les pensions que touchent les travailleurs sont des pensions de misère, notamment dans le contexte d'inflation créé par le « gasolinazo ». Malgré l'enthousiasme de la direction de la COB en 2010, les travailleurs et les pensionnés constatent l'impossibilité de vivre avec ces pensions. C'est pour cette raison que les mineurs étaient entrés en grève en mai, et tout particulièrement ceux des mines de l'entreprise d'Etat, COMIBOL, par exemple dans la cité minière de Huanuni, bastion du mouvement ouvrier bolivien. Face à la mobilisation des mineurs, le gouvernement a répondu par la répression policière et judiciaire, et a caractérisé la revendication d'une pension équivalente à 100 % du dernier salaire, d'irresponsable. Après deux semaines de conflit, la direction de la COB a accepté de rentrer dans le cadre des discussions avec le gouverne-

ment, tout en appelant les travailleurs, mineurs et enseignants, à cesser la grève, tout en restant « vigilants ». Les conditions suivantes auraient été acceptées par le gouvernement : réduction à 30 ans de la durée de cotisation pour les mineurs, et 70 % de taux de remplacement pour l'ensemble des travailleurs, avec 35 ans de cotisation. La

rencontre sur les bases de ces propositions a eu lieu entre le gouvernement et les dirigeants de la COB, près d'un mois après l'ordre de cesser la grève, le jour même de l'ouverture du deuxième congrès du Parti des Travailleurs de Bolivie, fondé quelques semaines auparavant, les 7 et 8 mars, au congrès de Huanuni.

## Deuxième partie : la fondation du parti des travailleurs de Bolivie, un événement politique majeur

La fondation d'un parti se réclamant du prolétariat et du combat pour le socialisme n'est pas un événement si courant. Cet événement n'est pas sans portée, puisque l'initiative en a été prise par la direction de la COB lors de son XV<sup>e</sup> congrès, en janvier 2012, et s'appuie sur l'organisation ouvrière qui plonge ses racines dans l'histoire révo-

lutionnaire du pays. Au vu du conflit qui oppose le prolétariat bolivien et le gouvernement Morales, de la puissance, même relative, de la COB, et des textes présentés, il convient de se pencher sérieusement sur le berceau de ce parti.

### L'initiative des dirigeants de la COB

Dans la conjoncture politique ouverte par l'affrontement entre le prolétariat et le gouvernement Morales, le XV<sup>e</sup> congrès de la COB, préparé par le XXXI<sup>e</sup> congrès de la fédération des mineurs, FSTMB, a donné lieu à la fois à un changement dans la direction et à l'initiative de former un parti des travailleurs. Les représentants de l'appareil qui avaient le plus ouvertement soutenu le gouvernement Morales n'ont pas pu se représenter pour reprendre la direction. L'impulsion a été donnée par les mineurs, et c'est d'ailleurs dans le cadre de la préparation de ce congrès que les mineurs de Huanuni ont accordé la majorité à une fraction de l'appareil qui ne s'était pas directement liée au MAS. Dans ce cadre, le syndicat de Huanuni, véritable bastion ouvrier, a donné le ton, et c'est un représentant du syndicat de Huanuni qui a été élu secrétaire général.

Pour autant, les luttes internes se font sur des positions souvent confuses car il n'y a pas de tendances constituées et officielles dans la COB. Il y a des fractions d'appareil plus ou moins engagées dans la collaboration de classe ou le dialogue social. Il y a des échelons plus ou moins sensibles à la pression des masses, comme le niveau départemental, et la défiance de tel ou tel secteur peut s'exprimer à tel moment par la voix d'une organisation départementale, y compris d'un secrétaire de COD. Des forces politiques structurées peuvent aussi s'exprimer à partir de positions syndicales, comme la fédération des maîtres urbains dirigée par le Parti Communiste Bolivien, ou le Parti Ouvrier Révolutionnaire qui dirige les fédérations locales des maîtres de la Paz, Oruro et Cochabamba, ou encore la fédération des étudiants de Cochabamba.

Le texte du congrès de la COB laisserait n'importe quel dirigeant syndical de la CGT ou de FO en France abasourdi. Reprenant les profondes traditions héritées de la lutte politique et de la lutte des classes, le XV<sup>e</sup> congrès cite in extenso le préambule du IV<sup>e</sup> congrès de 1970, tenu dans une phase révolutionnaire intense :

« Unité révolutionnaire contre le capitalisme miné et agonisant pour construire une Bolivie socialiste.

*Nous travailleurs boliviens, nous proclamons que notre mission historique, au moment présent, est d'écraser le capitalisme et ses valets locaux. Nous déclarons que notre mission est la lutte pour le socialisme. Nous déclarons que le prolétariat est le noyau révolutionnaire des travailleurs*

*boliviens, par excellence. Nous assumons le rôle dirigeant de la révolution comme les vrais représentants des intérêts de la nation. L'alliance des ouvriers et des paysans avec les pauvres des villes et avec toutes les forces anti-impérialistes et anticapitalistes est la garantie de la victoire »*

Le cadre du mouvement ouvrier est donné ici, plongeant ses racines dans les « thèses de Pulacayo » adoptées par la Fédération des mineurs en 1946, et qui mettaient à l'ordre du jour la question de la révolution permanente, en particulier des tâches à assumer pour la classe ouvrière, comme classe révolutionnaire et un programme de revendications transitoires. Cependant, partant du constat, parfois ambigu, que le gouvernement Morales a entamé une politique anti-ouvrière, il propose de mettre à l'ordre du jour la formation d'un instrument politique des travailleurs, dont la COB serait à l'initiative : « *Le processus de 2006, marqué par la large victoire du MAS, a été le produit de la lutte du peuple pour expulser du gouvernement les mauvaises habitudes de Goni, Carlos Mesa et compagnie. L'union du peuple a été démontrée par le vote écrasant pour Evo Morales, dans l'illusion que celui-ci, à cause de son origine paysanne et indigène, était l'expression de la lutte des pauvres et des exploités. L'ouverture de son gouvernement à des représentants du néo-libéralisme a confirmé son virage vers des positions réformistes et l'abandon des objectifs pour lesquels le peuple avait lutté en 2003 et 2005.*

*Nous, masses exploitées du pays, nous avons clairement identifié nos ennemis : les transnationales pilleuses (impérialisme), les latifundiaires, les grandes entreprises qui vendent la patrie, mais cette clarté a été troublée dans la dernière période par le travail confusionniste du réformisme et de la bureaucratie syndicale, contrôlée par le MAS, qui a entrepris de semer des illusions sur les possibilités de réformer le pays (refonder la Bolivie), en terminer avec la faim, la misère, le chômage, la discrimination sociale et raciale, à partir de réformes juridiques de l'appareil d'Etat et sans toucher en rien aux fondements économiques sur lesquels reposent l'impérialisme et l'exploitation bourgeoise. Les mesures prises contre le peuple, comme l'augmentation du prix des carburants, le refus de nationaliser vraiment les mines et les hydrocarbures, (...) montrent le caractère ouvertement réformiste*

*et pro-capitaliste du MAS, obligeant les directions syndicales à reprendre leur indépendance politique et à lutter*

*pour un gouvernement dont l'objectif fondamental soit le socialisme. »*

### Le congrès de Huanuni

Les 7 et 8 mars 2013, le congrès de fondation du PT de Bolivie, nom définitivement adopté, a eu lieu à Huanuni. Le congrès a regroupé 1200 délégués, dont 300 mineurs, essentiellement issus de la COB, mais aussi de différents courants se réclamant du « trotskysme », généralement dans la variante moréniste, spécialité latino-américaine.

Ce texte reprend les thèmes développés par le congrès de la COB mais caractérise de manière nettement plus claire le gouvernement Morales comme pro-capitaliste : « *Juan Evo Morales Ayma a utilisé en permanence le sentiment culturel indigéniste andin comme arme idéologique pour manipuler la majorité indigène paysanne du pays, et pour cela il n'a pas hésité à se servir, sans aucun scrupule, des traditions et coutumes indigènes au service du capital.* (...)

*Le MAS a pris en charge la tâche honteuse de miner le processus insurrectionnel de 2003 et 2005. Il s'est opposé au soulèvement de 2003, et a défendu l'accession au pouvoir de Carlos Mesa et a fait tout son possible pour qu'il ne soit pas renversé ; une fois chassé, Mesa a réussi à réintervenir pour soutenir le néo-libéral Eduardo Rodriguez, le président de la cour suprême.*

*En bref, en l'absence de tout autre référent politique, le MAS s'est développé, en réussissant à se fondre et se confondre avec le processus révolutionnaire. Il est arrivé au pouvoir avec le soutien de multinationales et d'ONG qui l'ont financé. Il s'est donné pour fonction de dénaturer les revendications du peuple bolivien : l'agenda d'octobre. Il a manipulé l'assemblée constituante en faveur de ses intérêts. Ainsi la révolution en cours fut retournée en restaura-*

*tion du capitalisme ». Il cite de larges passages des thèses de Pulacayo, notamment sur la question de l'action directe des masses et de la subordination des élections aux objectifs révolutionnaires, question qui manifestement a traversé le congrès et continue d'avoir son importance. Son programme immédiat, dit minimum, se prononce pour la nationalisation des secteurs clés, mais aussi le remplacement progressif de l'économie capitaliste par l'économie planifiée, le refus du paiement de la dette, le monopole de l'Etat dans le commerce extérieur, le contrôle ouvrier dans les banques, les principales entreprises du pays.*

Un tel message tranche dans le contexte actuel, même là où dans le mouvement du prolétariat surgissent de nouvelles organisations. Si la méthode ou certaines appréciations de la situation mondiale peuvent être discutées, si la place de la classe ouvrière dans le processus de la révolution permanente est plus floue que dans les thèses de Pulacayo, le texte se place visiblement dans la continuité d'une histoire vivante du mouvement ouvrier bolivien. Le Parti communiste bolivien, qui a un pied dans la COB et un pied dans le gouvernement, en fin connaisseur, s'oppose totalement à la formation de ce parti et a même menacé de scissionner la COB. Le POR, parti de Lora (mort en 2009), qui a été réellement trotskiste et a nourri le mouvement ouvrier, mais qui a pris un cours sectaire dans les années 70, a publié une brochure contre la formation du Parti des travailleurs, et s'est refusé jusqu'à maintenant de s'intégrer dans le processus.

### Le congrès d'Oruro

Le second congrès avait une fonction bien différente du congrès de fondation. Ses tâches : préparer la légalisation du parti, en vue de la participation aux élections de 2014, et l'élection de la direction. Par ailleurs, il se tenait dans un contexte différent du précédent, marqué notamment par la capitulation de la direction de la COB dans la grève des mineurs et des enseignants sur les retraites pour engager des discussions avec le gouvernement Morales, discussions qui commençaient le 28 juin. Un certain nombre de mineurs, dont des dirigeants locaux de la COB et de la fédération des mineurs, étaient aussi poursuivis pour des affrontements avec la police. Or, le parti n'avait eu aucune expression entre les deux congrès, un communiqué sur cette question n'étant publié que le 31 juillet. C'était aussi au moment où la jeunesse brésilienne s'était soulevée contre la politique du gouvernement de Dilma Rouseff soutenu par le PT du Brésil.

La commission politique a présenté des textes destinés à mettre en conformité, une déclaration de principes, un programme de gouvernement et des statuts, avec la constitution, ou les exigences du tribunal suprême. Selon le rapport fait dans le congrès :

« *L'article 13 de la loi sur les partis politiques exige que nous présentions une déclaration de principes, qui fasse*

*l'exposé précisément de ces principes sur les aspects suivants :*

- *notre position sur la constitution et le système légal du pays ;*
- *le rejet de l'ingérence étrangère dans la vie politique nationale ;*
- *le respect total des droits de l'homme ;*
- *le rejet de toute forme de discrimination ;*
- *le respect entier de la démocratie à l'intérieur du parti ;*
- *la promotion de certaines valeurs de la société. »*

De même les statuts devaient être vérifiés selon 22 critères par le tribunal suprême. Le pouvoir, afin de légaliser l'activité du parti, cherchait à le faire passer sous les fourches caudines du droit bourgeois, garantissant la dictature du capital qu'on affuble généralement du nom de « démocratie ». C'est bien cela qu'a décidé de faire la commission politique, rendant au congrès sa copie, dont le premier paragraphe déclare :

« *le parti des travailleurs se déclare respectueux de l'actuelle constitution, en particulier des droits fondamentaux qu'elle reconnaît, sans renoncer à proposer de la réformer afin de dépasser les contradictions du texte, de contribuer à une interprétation qui soit plus juste, et qu'elle bénéficie aux travailleurs et au peuple bolivien, de la mettre en adéquation avec les nouveaux besoins de*

*développement du pays, de permettre une réelle répartition de la richesse nationale avec justice, et aussi en fonction du développement de la doctrine et de nouveaux droits humains universellement reconnus »...*

N'importe quel parti bourgeois peut souscrire à ce texte ! Même le programme de gouvernement adopte ce langage lénifiant et pro-capitaliste. « *Le pays a besoin d'une politique économique qui soit sensible aux besoins prioritaires de la société, qui réponde au projet d'éradiquer la pauvreté dans ses divers degrés et d'asseoir une société prospère et de justice sociale* »... plus loin, le programme parle de « *dépasser les formes injustes de distribution de la richesse* », aucune notion de classe n'apparaît plus, les mots capitalisme, impérialisme, classe ouvrière, ont disparu. Même le principe du non paiement de la dette est modifié : « *le pays a besoin d'une minutieuse étude de sa dette extérieure multi ou bilatérale, afin d'établir si les conditions dans lesquelles elle a été contractée sont conformes à la constitution, si cela a bénéficié au pays ainsi que de savoir si elle a été gérée correctement par les différents gouvernements* »...

Malgré un afflux nettement moindre à ce congrès (seulement 300 à 400 délégués y participaient, tandis que l'essentiel de la direction confédérale de la COB n'était

pas présente), la bataille s'est apparemment engagée entre la direction et une partie des délégués, au point que, selon les comptes-rendus des courants « trotskystes » et oppositionnels, le texte de Huanuni aurait été « confirmé » et les propositions de rédaction pour la reconnaissance légale du parti rejetées.

En réalité, les mœurs traditionnelles des congrès syndicaux font que les choses pourraient bien être moins claires que cela, puisque les votes ne sont pas décomptés et que l'adoption des textes se fait par acclamation. Dans le cas des rapports de force exprimés dans ce congrès, et pour ce que l'on peut en savoir, la confusion a finalement régné, notamment au sujet des textes préparés par la direction. Les mineurs de Huanuni, près de la moitié de la délégation, ont toutefois fait reculer une partie de l'appareil et placé à la direction Mario Martinez, un de leurs dirigeants. Mais cela ne détermine en rien l'évolution future du PT, dont on voit bien qu'il est pris dans une alternative : ou le prolétariat et la classe ouvrière y imposent leur voix, et alors il doit tendre vers un programme révolutionnaire ; ou la bureaucratie syndicale peut le contrôler et le transformer notamment en parti électoraliste et l'intégrer aux institutions de l'Etat bolivien, nationales ou locales.

### Ouvrir la perspective révolutionnaire

La constitution du PT, ou plus précisément le processus engagé de création d'un tel parti, procède d'un double mouvement : d'une part, elle est l'initiative des dirigeants de la COB, tel qu'en témoigne le résultat de son XV<sup>e</sup> congrès de janvier 2012 ; d'autre part, elle est la réfraction, au sein de la COB, de l'engagement du prolétariat pour affronter Morales et son gouvernement, comme en témoignent les grèves des fonctionnaires de la santé publique du printemps 2012 et surtout celle des mineurs de mai 2013, ces dernières se situant dans le prolongement des multiples grèves de 2011 contre la hausse des prix.

La direction de la COB cherche à se dégager de la contradiction entre son soutien à Morales, comme en a encore témoigné le bradage de la grève des mineurs de mai 2013, et la pression des masses qui s'exprime avec acuité en son sein du fait que le prolétariat, et en premier lieu les mineurs, a tiré le bilan du gouvernement et de la politique du MAS. L'initiative de l'IPT (PT) avancée lors du XV<sup>e</sup> congrès de la COB correspond à un besoin des dirigeants de la COB de se dégager de cette contradiction. De ce point de vue, la discussion lors du congrès d'Odoro de fin juin 2013 est instructive. Il s'agissait pour l'essentiel de préparer la légalisation du PT en acceptant de se mouler dans les institutions existantes. Les textes adoptés lors du premier congrès de Huanuni en mars 2013 indiquent déjà que le PT était conçu non comme un parti strictement délimité sur l'orientation du manifeste et de la déclaration de principe, mais comme une sorte de front. Ainsi on peut lire : « *L'outil politique des travailleurs à la tête du front révolutionnaire représente l'alliance ouvrière-paysanne sur le plan politique. En son sein se rassemblent tous les courants sociaux et politiques qui se battent pour un changement complet de la situation bolivienne, avec le remplacement des structures caduques au sens anti-corporatiste et anti-capitaliste* ». Et plus loin : « *L'outil politique devra*

*soumettre toutes ses décisions à caractère stratégique, programmatique ou statutaire aux organisations qui le composent* ». En résumé, la direction de la COB, ou tout au moins une partie d'elle, a voulu totalement orienter le PT sur la participation aux élections de 2014 dans le cadre des institutions actuelles. Lors du congrès d'Oruro, elle a été confrontée à une résistance réelle.

La direction et l'appareil de la COB ne sont pas homogènes. Par ailleurs, l'histoire et l'expérience du prolétariat bolivien depuis la fin de la seconde guerre mondiale ne peuvent être effacées d'un trait de plume. Elles restent vivantes dans la conscience de génération de militants, en particulier au sein de la COB. Pour la direction de la COB, il était impossible de « vendre » la création d'un parti en s'émancipant du passé.

Pour le comprendre, il convient de rappeler d'une manière succincte quelques éléments de l'histoire du mouvement ouvrier bolivien. En premier lieu, sous la direction de José Aguirre Gainsborg, étudiant, a été créé en 1934 le POR bolivien. Gainsborg était au sein du Parti communiste chilien un militant de l'opposition de gauche. Il a disparu accidentellement en 1938. Mais les bases du POR avaient été jetées.

Sous la direction de Guillermo Lora, le POR s'est implanté dans le prolétariat minier. Les thèses de Pulacayo, auxquelles se réfèrent partiellement les documents fondateurs du PT, ont été adoptées par la Fédération des mineurs (FSMTB) à l'initiative du POR en 1946. En 1952, une situation révolutionnaire s'est ouverte en Bolivie. C'est encore à l'initiative des militants du POR que la COB s'est constituée. Du fait du mouvement des masses (insurrection d'avril 1952, constitution de comités et de milices, expropriation des latifundiaires), le mot d'ordre de « tout le pouvoir à la COB » était à l'ordre du jour. En 1970, s'est développée une nouvelle situation révolutionnaire.

L'orientation du prolétariat vers la prise du pouvoir a été largement déterminée par les thèses adoptées lors du IV<sup>e</sup> congrès de la COB, en mai 1970, sous l'impulsion du POR. C'est sur la base du combat du POR, s'appuyant sur les positions acquises dans la COB et en particulier dans la fédération des mineurs, que s'est constituée en 1971 l'assemblée populaire, dotée d'un commandement politique, intégrant l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier bolivien. A juste titre, l'assemblée populaire a été caractérisée comme le premier soviet d'Amérique latine. Par la suite, le POR, en 1972, a rompu avec le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> internationale. Mais il n'en reste pas moins que le mouvement ouvrier bolivien demeure indélébilement marqué par la place prise par le POR dans le passé.

En Bolivie, ce qui à l'ordre du jour, c'est le combat pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Cependant, le processus de fondation d'un parti ouvrier, à partir d'une confédération syndicale réunissant 1200 délégués, est un événement majeur dans la dernière période. Différents processus sont à l'œuvre dans ce parti naissant, c'est une évidence, mais son existence en tant que telle peut être un point d'appui pour la classe ouvrière et le prolétariat de Bolivie, et au-delà un puissant facteur d'inspiration à l'échelle continentale. Il semble impossible pour qui veut être un militant révolutionnaire de ne pas y militer selon la méthode donnée par Trotsky à propos du mot d'ordre de *Labor Party* aux Etats-Unis en 1938.

« (...) Sommes-nous pour la création d'un *Labor Party* réformiste ? Non, Sommes-nous pour une politique qui donnerait aux syndicats la possibilité de mettre tout leur poids dans la balance ? Oui !

*Il pourrait se transformer en parti réformiste, cela dépend des développements. Ici, la question du programme se pose. Il nous faut un programme de revendications transitoires, parmi lesquelles la plus progressiste est celle d'un gouvernement ouvrier et paysan. Nous sommes pour un parti, pour un parti indépendant des masses laborieuses, qui prendra le pouvoir dans l'Etat. (...)*

*Je ne dirai pas que le LP est un parti révolutionnaire, mais que nous ferons tout pour que ce soit possible. A chaque réunion nous dirons : « Je suis représentant du SWP. Je considère que c'est le seul parti révolutionnaire. Mais je ne suis pas sectaire. Vous essayez maintenant de créer un grand parti ouvrier. Je vous aiderai mais je vous propose d'examiner un programme pour ce parti. Je fais telle et telle proposition. » C'est ainsi que je commence.*

*Dans ces conditions ce serait un grand pas en avant. Pourquoi ne pas dire ouvertement ce qui est ? Sans aucun camouflage, sans aucune diplomatie. »*

(Trotsky, *Œuvres*, tome 17. « Discussion sur le Labor Party », 21 mars 1938)

Ouvrir la voie révolutionnaire c'est donc bien entendu combattre pour le programme, un programme révolutionnaire conséquent, pour une compréhension la plus claire des événements et des tâches. Ainsi, après le congrès d'Oruro, il est impérieux de faire en sorte que le PT ait une réelle expression politique publique, qui ne se borne pas aux textes des congrès mais qui apprécie les événements de la lutte des classes. L'enjeu du congrès d'Odoro aurait été qu'il se prononce, en direction de la COB, sur la « suspension » de la grève des mineurs et des enseignants, pour les retraites, et l'ouverture de discussion avec le gouvernement Morales. Les mineurs de Huanuni semblent aussi en bute à une forme de rétorsion depuis qu'ils ont entrepris d'être à l'avant-garde de la construction du PT. Le gouvernement semble retenir des investissements nécessaires pour le fonctionnement de la mine, et une fraction de la bureaucratie de la COB mène la bataille. Montes, ancien secrétaire général lié au MAS, et éliminé de la direction par le XV<sup>e</sup> congrès, y a fait le voyage pour préparer une assemblée ouvrière le 15 juillet 2013. Dans l'assemblée, une proposition a été faite de remplacer la direction syndicale locale par un comité ad hoc ayant de « bonnes relations avec le gouvernement ». Cette manœuvre a échoué. On voit que le gouvernement cherche à faire taire ce parti et sa base. La bataille aura lieu dans le PT mais, puisqu'il en procède, dans la COB aussi.

L'issue est dans la rupture avec le gouvernement de façon la plus nette. Ainsi il faut en finir avec le discours ambigu de soutien aux « mesures progressistes », car le gouvernement Morales, n'a pas pris et ne prendra pas de mesures progressistes ! Il faut aussi être en mesure d'affronter la répression qui accompagne chaque mouvement du prolétariat ou de certaines fractions de la paysannerie.

Il faut préparer l'affrontement, dans les meilleures conditions politiques, de clarté, du point de vue des revendications immédiates, retraites, salaires, réforme agraire, nationalisations sans indemnités ni rachat, question nationale, mais aussi sur la nature du gouvernement qui pourrait réaliser effectivement ces revendications, le gouvernement ouvrier et paysan, issu du front unique des organisations ouvrières, et ainsi faire voler en éclat l'Etat bourgeois actuel et sa constitution.

Le 29 août 2013



## **Pour défendre leurs statuts, les enseignants devront imposer aux dirigeants syndicaux de rompre avec le gouvernement et d'engager le combat contre lui**

### **Une année d'attaques contre l'Enseignement public**

Nul ne peut nier que le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel a remporté des succès dans ses attaques contre l'Enseignement public. En particulier, il a réussi à faire voter sans encombre sa loi d'orientation promulguée en juillet. Il a même obtenu qu'elle soit votée en deuxième lecture par tous les députés du PCF. Il a fait adopter également sa loi concernant l'enseignement supérieur et la recherche. Il a rencontré des difficultés uniquement pour la réforme dite des « rythmes scolaires » contre laquelle

les enseignants des écoles ont tenté de se mobiliser. Mais, dans le numéro précédent de *Combattre pour le socialisme*, nous avons détaillé comment cette mobilisation avait été sabordée par le refus du congrès de la FSU de se prononcer pour le retrait du décret « rythmes scolaires ». Le congrès du SNUIPP est allé encore plus loin en validant cette position et en soutenant l'initiative de la direction nationale de participer au « comité de suivi » ministériel chargé d'assurer l'application de cette contre-réforme.

### **La réalité des créations de postes : bien loin des boniments de Peillon**

C'est dans ces conditions que les enseignants et leurs élèves viennent de commencer une nouvelle année scolaire. C'est la deuxième depuis la constitution du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel. Rappelons qu'à la rentrée 2012, le gouvernement avait maintenu l'essentiel des suppressions de postes dans l'Éducation nationale programmées par Sarkozy-Fillon (13 000 postes en moins au lieu des 14 000 prévus). Pour la rentrée 2013, V. Peillon a annoncé 6 700 créations de postes alors que 32 000 élèves supplémentaires sont attendus dans les écoles et 30 000 dans le second degré. Ainsi donc, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel n'aura même pas rétabli à sa 2<sup>e</sup> rentrée le nombre de postes existant à la dernière rentrée (2011) du gouvernement Sarkozy-Fillon.

Arrêtons-nous plus précisément sur le primaire qui bénéficierait selon le gouvernement d'une priorité. Cette année 3 046 postes sont créés qui sont loin d'effacer les 4 700 supprimés à la rentrée 2012. Mais rentrons dans leur ventilation : une fois retirés les postes affectés à la scolarisation des élèves de moins de 3 ans (307), au dispositif « plus de maîtres que de classes » (943) et au remplacement (environ 700), ce ne sont plus que 1 100 qui sont destinés à accueillir les 32 000 élèves supplémentaires (soit un poste pour plus de 29 élèves supplémentaires). Selon les chiffres ministériels, le nombre moyen d'élèves par classe était à la rentrée 2012 de 22,8 en élémentaire et de 25,8 en maternelle. C'est donc une nouvelle augmentation de ce nombre moyen qui est programmée à la rentrée 2013.

### **Les nouveaux enseignants 2013 : une moitié avec statut, une moitié sans, mais tous sans formation**

En cette rentrée, comme les années précédentes depuis la suppression de la formation des maîtres réalisée par le gouvernement Sarkozy-Fillon, les jeunes enseignants qui viennent d'être admis aux concours seront placés sans formation en pleine responsabilité avec une petite décharge qui est censée leur permettre de se former au cours de l'année. Mais cette année, il y a une nouveauté. Un concours spécial a été ouvert au mois de juin avec recrutement en 1<sup>ère</sup> année de master et environ 20 000 étudiants ont été déclarés admissibles. Il leur a aussitôt été proposé un contrat pour assurer 6 heures d'enseignement en pleine responsabilité. Ces étudiants auront donc au cours de cette année à assurer ce service d'enseignement et à se former dans les ESPÉ qui viennent d'être créés. Ils auront pour beaucoup d'entre eux à valider leur 2<sup>e</sup> année de master et enfin devront être admis au concours en juin prochain. Il leur sera accordé un demi-traitement de débutant. Même si le ministère jure la main sur le cœur qu'il s'agit là d'une

année transitoire, on peut noter que dans les 30 dernières années, jamais un tel système généralisé de précarité n'a été élaboré à une telle échelle pour l'ensemble des degrés de l'enseignement.

Que dire des emplois avenir professeur ? Ces jeunes étudiants (4 000 pour l'instant mais jusqu'à 10 000 cette année) recrutés en 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> année de licence ou en 1<sup>ère</sup> année de master doivent tout en poursuivant leurs études accorder 12 heures hebdomadaires en moyenne annualisée à un établissement scolaire. Leurs missions évolueront selon leur niveau de recrutement jusqu'à assumer un enseignement à partir de la 3<sup>e</sup> année de licence sous la formulation « prise en charge progressive de séquences pédagogiques en présence et sous la responsabilité d'un enseignant », et il est même envisagé de leur faire corriger les copies « participation à l'évaluation d'activités (en première année de master) ».

### **Des IUFM aux ESPÉ : de mal en pis**

Les ESPÉ (écoles supérieures du professorat et de l'éducation) issues de la loi d'orientation ouvrent leurs portes en cette rentrée. Il faut noter qu'elles sont totalement intégrées aux Universités. Et comme ces dernières sont confrontées à de grandes difficultés financières, elles se livrent une compétition acharnée pour obtenir le ratta-

chement d'une ESPÉ signifiant l'attribution de subventions.

Comme pour un appel d'offres, tout est bon pour « remporter le marché ». Ainsi, sur les 30 ESPÉ créées, 5 sont accréditées pour une année uniquement. On peut imaginer quel doit être le degré d'impréparation auxquels les nouveaux enseignants vont être confrontés dans ces « Écoles »

alors qu'ils y chercheront des réponses pour faire face aux difficultés qu'ils rencontreront dans les classes où ils enseignent sans formation. On comprend pourquoi V Peillon déclarait, il y a quelques mois, devant les inspecteurs : « Les ESPÉ ne seront pas absolument parfaites pour 2013 ? Je m'en doutais. Et bien, nous améliorerons pour 2014, puis pour 2015 ! ».

Peillon a répété à de nombreuses reprises que ces ESPÉ ne seraient ni des Écoles normales, ni des IUFM. Ce qu'il reproche essentiellement à ces derniers, c'est qu'ils avaient encore comme mission de former les futurs maîtres. Or il insiste en particulier sur le fait que les ESPÉ ont une vocation d'éducation. Il veut favoriser des formations communes pour tous les enseignants ainsi que pour les autres personnels intervenant dans les établissements scolaires. Et on peut être certain que ce mélange est destiné à estomper les différences entre les différents corps auxquels correspondent pour chacun un statut particulier. Le gouvernement veut profiter de la vulnérabilité de ces

futurs enseignants pour modifier les missions qu'ils auront à exercer.

Pour ce faire, un nouveau référentiel des compétences, destiné aux nouveaux enseignants, a été publié. La compétence 13 leur impose de « *Coopérer avec les partenaires de l'école* » et en particulier : « *Coopérer, sur la base du projet d'école ou d'établissement, le cas échéant en prenant en compte le projet éducatif territorial, avec les autres services de l'État, les collectivités territoriales, l'association sportive de l'établissement, les associations complémentaires de l'école, les structures culturelles et les acteurs socio-économiques, en identifiant le rôle et l'action de chacun de ces partenaires.* ». C'est donc explicitement qu'il est indiqué qu'ils auront à coopérer – et donc à se soumettre – aux collectivités territoriales, aux acteurs socio-économiques – c'est comme cela que sont désignés les patrons – et nul ne peut douter que dans les autres services de l'État, on trouve la police et la justice ... Il leur est également demandé d' « *entretenir un dialogue constructif avec les représentants des parents d'élèves.* »

### **La réforme dite des rythmes scolaires et la loi d'orientation pour poursuivre le démantèlement de l'Éducation nationale**

*Combattre pour le socialisme* a largement développé dans ses numéros précédents la signification de la contre-réforme « rythmes scolaires ». Petit rappel :

- la suppression de la coupure hebdomadaire le mercredi représente une dégradation à la fois pour les élèves et pour leurs maîtres.

- ce sont désormais les maires qui imposent aux enseignants l'organisation – il vaudrait mieux parler de désor-

ganisation – des temps scolaire et péri-scolaires par l'instauration de projets éducatifs territoriaux.

Ce décret concerne 20% des écoles des écoles en cette rentrée qui subissent une profonde désorganisation. La généralisation sur tout le territoire prévue à la rentrée 2014 alors que les élections municipales auront lieu dans 6 mois risque de faire de cette question un sérieux enjeu politique...

### **Soumettre l'enseignement public aux besoins du patronat**

Le 27 juin, le gouvernement a institué un Conseil national éducation économie. Les représentants patronaux siégeaient déjà dans des commissions qui élaboraient le contenu des diplômes professionnels (des CAP aux BTS). Mais avec ce « Conseil », il s'agit de permettre au patronat d'adapter l'ensemble du système éducatif à ses besoins. C'est d'ailleurs J.-C. Spinetta qui, à la direction d'Air France pendant 16 ans en a assuré la privatisation et a multiplié les plans de suppression d'emplois, présidera ce « Conseil ».

Tout est fait pour privilégier l'apprentissage au détriment de l'enseignement professionnel public. Développement

également sans limite de la formation en alternance à tous les niveaux y compris à l'Université.

Dans la loi d'orientation, il est même prévu que des stages en entreprise jusqu'alors possibles uniquement en classe de 3<sup>e</sup> puissent commencer dès la 6<sup>e</sup>.

Avec la loi d'orientation, ce seront désormais les régions qui définiront la carte des enseignements professionnels en adéquation avec les besoins immédiats des entreprises locales et elles auront également un rôle croissant dans le service public d'orientation.

### **Les nouvelles cibles du gouvernement**

En cette rentrée, V. Peillon a mis en avant les 4 « chantiers » qu'il veut traiter: l'Éducation prioritaire, le collège, les métiers et les programmes. Il y a un lien évident qui unit ces domaines : la volonté de procéder à de profondes réformes de structures. Les objectifs du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel correspondent aux revendications de la bourgeoisie : diminution du budget consacré à l'enseignement public, remise en cause de son cadre

national et adaptation aux besoins directs des capitalistes. Pour ce faire, la casse des statuts enseignants est l'objectif majeur du gouvernement pour parvenir à ses fins. Le gouvernement est tout à fait conscient de l'ampleur de la tâche. Selon le journal *Le Monde*, V. Peillon aurait déclaré : « *J'ai prévenu le président de la République que ce que j'ai fait jusqu'ici est une promenade de santé comparé aux dossiers que j'ouvre là...* »

## L'éducation prioritaire comme terrain d'expérimentation avant généralisation

Destinée officiellement à lutter contre « l'échec scolaire », l'éducation prioritaire a surtout été utilisée comme champ d'expérimentation de déréglementation. Pour ne citer que les mesures prises les dernières années, la mise en place dans une partie des établissements d'un dispositif nommé « Clair » puis « Éclair ». Ces dispositifs ont remis en cause les règles de nomination des personnels dans les établissements concernés.

Désormais, tous les postes vacants sont devenus des postes « à profil » et, en contradiction avec les règles de nomination basées sur les barèmes, c'est désormais les chefs d'établissement qui constituent « leurs » équipes. De plus, l'instauration d'une prime dont une partie est attribuée au « mérite » vise à créer concurrence et division parmi les personnels de ces établissements. Chacun comprend que ces expérimentations ont vocation à être généralisée en remettant en cause les règles arrachées par le combat des enseignants contre l'arbitraire.

Le gouvernement actuel, lui aussi, veut utiliser l'éducation prioritaire pour y avancer ses objectifs avant de les généraliser. Ainsi, le 23 juillet dernier, la commission de la culture et de l'éducation auditionnait le directeur général de l'enseignement scolaire. C'est un député du PS, Luc Belot, qui s'est fait le porte-parole des revendications de la bourgeoisie contre l'enseignement public : « *La question du statut des écoles et des directeurs d'école s'impose fortement. (...) Or le charisme d'un directeur peut être limité car son statut lui confère un faible pouvoir hiérarchique à l'égard de l'équipe éducative et notamment en vue de l'élaboration d'un projet d'établissement. Des expérimentations du statut de directeur et du statut des écoles, notamment en éducation prioritaire, sont-elles envisageables ?* ». Évidemment, le député UMP F. Reiss, promoteur des EPEP, partageait cette revendication : « *(...) il faut se concentrer sur le premier degré et sur le statut des directeurs d'école, qui ont un rôle éminent à jouer, notamment dans ces zones difficiles.* »

## École-collège vers l'école du socle

Dans sa loi d'orientation, le gouvernement a maintenu la notion de socle et a institué le conseil école-collège. Il a ainsi manifesté sa volonté de poursuivre dans la voie ouverte par la loi d'orientation du gouvernement Chirac-Raffarin en 2005. La création par décret d'un cycle CM1-CM2-6<sup>e</sup> liant donc organiquement l'école primaire et le collège rejoint l'expérimentation faite par le gouvernement Sarkozy de l'école du socle du cours préparatoire à la 3<sup>e</sup>.

En prévoyant – pour l'instant sur la base du volontariat – la possibilité pour les enseignants des écoles et ceux des collèges de pouvoir échanger leurs services, il y a de toute évidence la volonté de s'en prendre aux statuts respectifs de ces personnels présentés comme trop rigides. Pour les professeurs des collèges, c'est aussi l'instauration de la polyvalence qui est en perspective.

## Changer les programmes pour diminuer les heures d'enseignement

Le gouvernement qui insiste à tout propos sur la lourdeur des programmes va mettre en place un Conseil national chargé de les « alléger ». Il y a bien plus dans cette insistance que la volonté de satisfaire le secteur de l'édition scolaire par le renouvellement régulier des manuels scolaires. L'objectif est d'adapter les programmes à la diminution programmée des horaires d'enseignement pour les élèves des collèges et des lycées au nom de la poursuite de

la « réforme des rythmes scolaires » à tous les niveaux d'enseignement. Mais le gouvernement sait bien qu'il ne s'agit pas d'une petite affaire même s'il sait pouvoir compter sur la collaboration des directions syndicales au travers de la concertation. Il a donc été décidé d'associer directement les personnels à cette opération par le biais d'une journée banalisée pour les consulter.

## Au cœur des choses : discuter des métiers enseignants pour casser les statuts

Mais tout le reste a pour objectif central la remise en cause des statuts enseignants et en particulier la définition hebdomadaire des obligations de service. Pendant une bonne partie des débats à l'Assemblée nationale concernant la loi d'orientation, c'est la question des statuts qui revenait sans cesse. Aiguillonné par les députés de L'UMP, Peillon passait son temps à les assurer que c'était bel et bien son objectif majeur. « *Vous dites qu'il faut faire évoluer le statut des enseignants et j'en suis d'accord puisque j'ouvre une très grande discussion sur ce sujet au second semestre pour faire avancer les choses. Je l'écris dans tous mes textes. J'ai écrit un livre avec Xavier Darcos*

*pour le dire le premier.* » Et encore : « *La principale exigence si l'on veut réussir cette réforme – et il semblerait que chacun le veuille –, c'est d'entrer dans le débat par le thème des missions et non par le thème du statut, comme on le fait en permanence.(...) L'accord que j'ai avec l'ensemble des représentants des professeurs et des personnels de l'éducation, c'est d'entrer dans cette discussion par le thème des missions, en prenant le temps qu'il faudra, (...). Ne parlons pas de statut, car ce terme est très connoté (...). Il a d'ailleurs bloqué toute évolution. Entrons par le thème de missions dans cette discussion.* »

**Pour faire obstacle à la politique de démantèlement de l'enseignement public,  
pour la défense inconditionnelle des statuts enseignants,  
imposer aux dirigeants syndicaux de rompre la concertation-collaboration avec le gouvernement**

Comme on vient de le voir, Peillon au nom du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel ne cache pas ses objectifs au compte de la bourgeoisie et en premier lieu, la casse des statuts. Pour y parvenir, le gouvernement a annoncé la constitution de 13 groupes de travail abordant tous les domaines où il compte porter ses coups (statuts, direction des écoles, collège, éducation prioritaire).

La casse des statuts est envisagée en particulier par la redéfinition des « métiers » et des obligations hebdomadaires de services. Les dirigeants du Se-UNSA estiment qu'il faut « revoir » les décrets de 1950. Selon *Le Monde*, D. Robin, co-secrétaire du Snes, aurait déclaré qu'« *il est difficile de négocier temps de travail et missions sans avoir un euro à mettre sur la table.* ».

B. Groison, secrétaire générale de la FSU, a déclaré : « *Nous pouvons donc discuter des missions mais dans ce cas, regardons ce qui se passe sur le terrain et après nous verrons s'il faut toucher au décret de 1950. Des évolutions sont possibles mais il faut d'abord se demander quels sont les besoins. Dans tous les cas, nous n'accepterons pas de modifications qui dégraderaient les conditions d'exercice, comme une annualisation ou un allongement du temps de travail.* ».

On le voit chez tous, il y a acceptation de discuter de la remise en cause des statuts de 1950, même si pour les dirigeants de la FSU et du SNES, c'est avec une certaine prudence.

Comme on l'a déjà écrit dans ce bulletin, c'est la politique des dirigeants des principaux syndicats de l'enseignement public qui a permis au gouvernement de remporter des succès très importants dans sa politique réactionnaire. Par la pratique généralisée de la concertation avec le gouvernement, les dirigeants syndicaux, principalement ceux des

syndicats de la FSU et ceux de L'UNSA, ont manifesté que ce gouvernement voulait du bien à l'école et que ses projets allaient dans le bons sens. Ils ont délibérément masqué leur contenu réel. Il faut souligner aussi qu'au-delà des députés du PS, ce sont aussi tous ceux du Front de Gauche (PCF) qui ont adopté la loi d'orientation lors de son vote à l'Assemblée nationale.

On a largement expliqué plus haut et antérieurement comment le combat engagé par les enseignants des écoles a été sabordé par les dirigeants de la FSU et ceux du SNUIPP. Les enseignants ne sont pas parvenus à obtenir que leurs dirigeants exigent l'abrogation du décret et organisent la mobilisation. Certes des prises de position en ce sens ont été adoptées au niveau de certains départements. En particulier à Paris où un front unique de l'ensemble des syndicats s'était constitué et avait permis une mobilisation exceptionnelle que les enseignants des écoles de tout le pays aspiraient à rejoindre. Mais c'est justement dans la région parisienne où il y avait une forte mobilisation que des forces faussement radicales ont poussé à la lutte locale, école par école, commune par commune. Ils ont ainsi protégé les dirigeants nationaux qui auraient pu être submergés si les enseignants mobilisés leur avaient imposé d'être à leur service.

**Alors en cette rentrée, plus que jamais, les personnels devront exiger que les dirigeants refusent les discussions avec le gouvernement et engagent le combat contre lui pour préserver l'enseignement public et défendre les statuts enseignants. Tel est le combat que mènent les militants du groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire dans le secteur de l'enseignement public et en particulier dans le courant Front unique.**

Le 15 septembre 2013



**BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 EUROS)**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... LOCALITÉ : .....

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. - 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

## Les militants interviennent et informent C.P.S.

Supplément à CPS nouvelle série n° 50

### COMBATTRE POUR LE SOCIALISME informe :

Intervention d'un délégué, secrétaire de la section syndicale Cgt Ligne A Rueil conducteurs, le 1<sup>er</sup> jour du congrès du syndicat Cgt Métro Rer, qui s'est tenu du 14 au 16 mai 2013

Avertissement : le lecteur doit savoir que la durée de chaque intervention dans la discussion, lors de ce congrès - qui se tient tous les 3 ans - a été limitée à 4 minutes ! [Et d'ailleurs, au bout de 3 minutes, une sonnerie stridente a averti l'intervenant qu'il ne lui restait plus qu'une minute !]

En conséquence, Cps a choisi de publier l'intégralité de l'intervention prévue, mais abrégée de force en séance, la partie non prononcée figurant entre crochets [...] Au lecteur d'en juger le bien-fondé.

Camarade, ce congrès doit être un congrès d'alarme

Parce que, nous, travailleurs de la Régie, sommes maintenant sous la menace des plus profonds reculs. Lisez donc cette phrase, dans le tract Cgt du 10/4/2013, titré : « *Discussions B3, une évolution tirée vers le bas !* », – une phrase qui occupe une place anormalement modeste, et qui devrait à elle seule donner l'alarme : « *La Ratp se prépare d'ores et déjà à la perte de 30% des lignes [du routier] au profit du privé* ». La Ratp se prépare donc à supprimer 30% du personnel du routier ! On peut parler de bouleversements. Et il faut bien le constater : cet objectif est entièrement en phase avec la politique d'ensemble de la Direction. Elle est bien connue, c'est Vision2020 et son objectif depuis longtemps affiché et revendiqué : faire de la Ratp une entreprise comme les autres.

Comme France Télécom, par exemple, l'administration des Ptt devenue société anonyme et bientôt, sous le nom Orange, sans plus un seul travailleur sous statut. (Nous savons, grâce au *Parisien*, comment le pdg aurait indiqué comment il allait « *faire* » les 22000 suppressions de postes qu'il avait décidées : « *Je ferai les départs d'une façon ou d'une autre, par la fenêtre ou par la porte !* »)

« Une entreprise comme les autres », c'est une entreprise dont le seul moteur est de réaliser le profit maximum. Avec comme impératif catégorique : en finir, les unes après les autres, avec les conquêtes héritées des luttes de classe passées. La Direction n'affiche-t-elle pas comme objectif un secteur privé (filiales) égal à 50% du secteur public, en 2020 ?

La Direction et le conseil d'administration de la Ratp, fidèles exécutants de la politique de Sarkozy et de son gouvernement, est « *vivement incité à poursuivre* » le même objectif par le gouvernement de Hollande, Ayrault, et de leurs alliés Verts et radicaux. Gouvernement qui maintient les lois scélérates antigreve !

Ce gouvernement - qui a pris place quand nous, les travailleurs, avons chassé du pouvoir Sarkozy et l'Ump – nous savons combien il fait tout ce qu'il lui est possible de faire pour aider le capitalisme français en crise. Il a ainsi annoncé qu'il mettra à l'ordre du jour d'une 2<sup>ème</sup> conférence sociale, en juin, comment porter des coups supplémentaires aux régimes de retraite. La direction confédérale Cgt a d'ores et déjà répondu présente : des camarades peuvent-ils dire comment nous pouvons l'obliger à ne pas aller collaborer ... ?

\*\*\*

Alors, les syndicats sont-ils prêts à combattre pour défendre les personnels ?

Les faits sont accablants. Ces dernières années forment une chronique continue de reculs et de défaites. Depuis 2012, avec la mise en place du « gestionnaire d'infrastructures », la Ratp est « techniquement » prête à l'éclatement. Un an plus tôt, la création du département Sem a constitué la 1<sup>ère</sup> grande découpe de la Régie. Le rapport dit de Sem qu'il est « *en fait, une étape supplémentaire vers une privatisation future de plus en plus mal déguisée* ».

Mais jamais le bureau - cela vaut aussi pour les autres syndicats - n'a demandé le retrait de ces opérations et, évidemment, n'a combattu pour le retrait.

[Non plus, pour le « projet gares », alors que le rapport dit qu'il impose « *des reculs sans précédents* » !

En février, triomphante, la Direction annonçait que la ligne 1 avait accompli sa complète automatisation. Sans accroc, et surtout, sans que les organisations se dressent et s'opposent à la suppression de centaines de postes de conducteurs et les dommages infligés à d'autres catégories !

Et voici que surgit un « projet d'accord cadre sur la modernisation du transport du métro de Paris ». Je dis : « surgit », puisque je viens de le découvrir; mais il est visiblement prêt depuis longtemps ! Je ne peux malheureusement qu'extraire ce passage : « *poursuivre sur le chemin de l'automatisation d'une autre ligne de métro avec la ligne 4, un 1<sup>er</sup> chantier préfigurant le réseau de demain* »

Si cette opération réussissait, alors la liquidation des conducteurs, amorcée avec la ligne 1, serait véritablement engagée.

Le devoir du syndicat, c'est de se prononcer et de combattre contre toute suppression de postes et d'emplois, contre tout recul des conditions d'utilisation (Stc15, Rer15...), contre la polyvalence, la déqualification; en un mot : combattre la Direction et sa politique.

A l'opposé, le rôle du « dialogue social », de la participation au conseil d'administration, aux cdep..., de la « concertation », est de collaborer à mettre en place les contre réformes. La Direction le dit sans détour : « *Notre agenda social 2013 sera un levier pour poursuivre les objectifs de performance (...) que nous avons inscrits dans Vision2020* » (le drh Groupe, P. Pény).]

Les travailleurs se souviennent vivement de la défaite du régime particulier des retraites en 2007, comment notre grève avait été brisée par le refus des bureaux syndicaux de combattre Sarkozy, au nom de la « négociation », et d'appeler à la grève générale, comme le demandaient les assemblées de grévistes.

[Il y a 3 ans, c'est carrément le congrès du syndicat qui a condamné la direction du syndicat pour avoir décidé, en ce qui concerne le nouveau corps de contrôle (scc), – je cite - « *à l'encontre du souhait d'une grande partie des agents concernés. L'élection partielle dans cette nouvelle entité a démontré que la Cgt s'est discréditée aux yeux des agents et d'une partie de nos militants* » etc.]

Il y a quelques mois, alors qu'une majorité écrasante de 75% de travailleurs B2 avait rejeté le projet de protocole, le bureau est revenu sur le résultat du référendum que la Cgt avait organisé. Au bout du compte, il a pris la décision opposée et annoncé qu'il allait le signer, ce protocole, au nom de la Cgt...

\*\*\*

Et maintenant, la Direction demande aux syndicats (dans les jours qui viennent ?) de signer un protocole conduite. Mis au point après consultation des syndicats, il a pour objectif d'imposer par la déréglementation des conditions de travail l'« *adaptation du service à l'évolution du trafic* ». Et, bien au-delà de la remise en cause de la Stc15 et de la Rer15, la Direction demande aux organisations syndicales qu'elles prennent en charge la poursuite et la généralisation de l'automatisation de la conduite, en termes crus : la liquidation de la filière.

Cette appréciation, c'est très exactement 307 conducteurs des lignes 2 et A <sup>(1)</sup> qui la font leur et ont appelé les bureaux syndicaux à dénoncer le projet, à rompre avec la Direction et obtenir le retrait du projet. Il faut le dire : ce sont 90% des conducteurs interpellés, syndiqués et non syndiqués qui signent cet appel !

Faute de réponse, il a fallu qu'une délégation aille la chercher chez les responsables. Et ils ont répondu Non !

Alors, je persiste, et j'appelle le congrès à adopter la résolution suivante :

Le congrès dénonce le projet de protocole conduite et le projet d'accord cadre sur la modernisation du transport du métro de Paris qui constituent

- . la poursuite de l'opération de suppressions de postes de conducteurs (automatisation de la conduite).
- . une attaque en règle contre les conditions de travail (déréglementations)

Le congrès mandate le bureau syndical pour rompre avec la Direction et obtenir le retrait de ces projets.

J'invite enfin d'autres camarades, B2, à déposer une résolution similaire contre le protocole B2.

(1) il faut ajouter 33 signatures sur la ligne 10, qui viennent d'être transmises.

\*\*\*\*\*

Seul un autre délégué (conducteur, Nation 2) est intervenu pour soutenir cette résolution :

« La direction de la RATP prépare la perte de 30% des lignes du réseau bus au profit du privé dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, comme le dit le tract Cgt du 10 avril. Ce fait à lui seul montre la violente attaque de la direction contre les personnels.

On apprend qu'un projet d'accord cadre sur « la modernisation du transport du métro de Paris » est sorti en avril : après l'automatisation et liquidation du personnel de la ligne1, c'est au tour de la ligne 4 ! Je cite : « *chantier préfigurant le réseau de demain...* ». Or, l'article de *Fréquence* du mois de mai « *La 4 joue la prolongation* » ne dit rien ! Pas un mot sur ce projet d'accord cadre. Vous faites silence sur ce projet d'accord cadre.

Les lignes 1 et 4 représentent sur le réseau métro une liquidation de 15 à 20% du personnel conduite avec toutes les conséquences pour les autres catégories. C'est la destruction de la Stc15 et Rer15. C'est un bouleversement à la RATP.

Voilà où mène le dialogue social. Quand en aurez-vous fini avec le dialogue social ?

Le dialogue social mène au désastre. Il faut rompre avec la direction, c'est la 1<sup>ère</sup> condition du combat dans l'unité pour obtenir le retrait de ces projets scélérats.

Voilà pourquoi le congrès doit adopter la résolution proposée par le camarade de Rueil. »

Le bureau du congrès a interdit que la résolution soit présentée au vote. Dernière tentative, le dernier jour du congrès. 4 interventions contre, dont celle de l'ex-secrétaire général du syndicat Cgt Métro Rer : « *Le document d'orientation, qui vient d'être adopté, est contraire à ta résolution.* » Tout est dit ! Finalement, c'est de cette façon (sans qu'aucun participant ait osé défendre *explicitement* le protocole conduite et l'accord cadre), que la résolution a été escamotée...

---

**Adresse de la Commission Exécutive de la section CGT Finances publiques  
des Bouches-du-Rhône au bureau confédéral**

---

**La Commission exécutive de la section CGT Finances publiques des Bouches-du-Rhône réunie ce jour, 4 juillet 2013, considère, à une large majorité (18 pour, 3 contre et une abstention) que le but de la concertation sur les retraites ouverte par le gouvernement est de faire passer sa contre réforme, en particulier l'allongement du nombre d'annuités.**

Nous demandons donc que la CGT, dont les revendications ne sont pas écoutées, quitte cette concertation.



---

**Motion adoptée à l'unanimité du Bureau de la section FSU de la BNF le 16 juillet**

---

Le gouvernement Hollande-Ayrault entend porter un nouveau coup d'ampleur aux retraites et au code des pensions.

Ses intentions sont indiquées par le rapport Moreau :

- Augmentation de la durée de cotisation : 43, puis 44 ans.
- Baisse des retraites et des pensions (désindexation des retraites, hausse de la fiscalité)
- Hausse des cotisations salariales
- Calcul des pensions des fonctionnaires non plus sur les 6 derniers mois, mais les 10 dernières années (ce qui signifie une baisse drastique du montant des pensions).

En conséquence, le bureau de la section FSU-BnF se prononce :

- contre tout allongement de la durée de cotisation : pas un trimestre de plus !
- pour la défense du code des pensions
- contre toute baisse des retraites et pensions, en particulier contre la désindexation de leur montant sur l'inflation
- contre toute hausse des cotisations salariales et pour l'augmentation des cotisations patronales autant que de besoin
- pour le retour à 37, 5 annuités pour tous

Pour parvenir à ses fins, le gouvernement reprend à son compte la méthode qui avait permis à Sarkozy de faire passer sa contre-réforme en 2010 : concertations avec les syndicats durant tout l'été, puis présentation d'un projet de « réforme » en septembre avant son examen à l'Assemblée nationale.

Dans cette perspective, à l'issue de la conférence sociale des 20 et 21 juin, se sont ouvertes le 4 juillet des concertations sur la base des pistes du rapport Moreau.

Lors de son interview télévisée du 14 juillet, Hollande s'est clairement prononcé en faveur d'un allongement de la durée de cotisation : « Allonger la durée de cotisation ? Je n'ai jamais caché cette position. Allongement de l'espérance de vie, allongement de la durée de cotisation (...) Donc nous allons allonger progressivement, on va en discuter avec les partenaires sociaux, la durée de cotisation. »

Voilà le cadre fixé par le gouvernement à la concertation avec les organisations syndicales.

La responsabilité des directions syndicales n'est pas de s'associer à la détermination des modalités de la liquidation de nos acquis en matière de retraites. La remise en cause de nos acquis ne se discute pas, elle se combat !

C'est pourquoi le bureau de section FSU-BnF décide de s'adresser à la direction nationale de la FSU pour lui demander :

- de se prononcer pour le retrait pur et simple du rapport Moreau
- en conséquence, de rompre sa participation aux concertations ouvertes le 4 juillet sur la base des pistes de ce rapport
- de s'adresser aux dirigeants des autres organisations syndicales afin qu'elles adoptent la même position

Une telle prise de position enverrait le signal aux travailleurs que l'heure n'est pas au dialogue social avec le gouvernement sur le terrain de ses contre-réformes mais à l'affrontement avec lui, perspective impliquant de rompre avec la tactique des journées d'action à répétition et sans revendication du retrait du projet de réforme, tactique qui a prévalu en 2010 et permis à Sarkozy de faire passer son offensive contre les retraites, malgré l'opposition massive des travailleurs.

**Le 16 juillet 2013**

---

## ***Intervention dans une assemblée de syndiqués convoquée par l'UD CGT de l'Isère (38)***

---

Le projet de réforme des retraites que le gouvernement avance au pas de charge est une attaque de plus contre les acquis des travailleurs. Dans la continuité des réformes Fillon il prévoit un calendrier d'allongement de la durée de cotisation pour avoir droit à une retraite à taux plein.

On n'a pas chassé Sarkozy pour récupérer la continuité des plans anti-ouvriers du patronat.

En réalité tout le « déséquilibre » du régime des retraites doit être imputé aux capitalistes. (capitalisme en crise qui veut nous la faire payer).

D'abord du fait des cotisations sociales patronales impayées et des exonérations multiples dont ils n'ont cessé de bénéficier.

En outre l'existence de 5 millions de chômeurs dans ce pays signifie autant de cotisations en moins.

Ce qui se rajoute scandaleusement à la brutalité du projet de réforme des retraites, c'est que le gouvernement promet au patronat que pour lui ce sera une opération blanche :

Les 0.3% d'augmentation des cotisations patronales seront compensées par le cadeau de sortie des cotisations de la part famille (AF) qui sera donc à la charge des travailleurs.

Pour les mesures de compensation vis-à-vis de la pénibilité, le gouvernement introduit subrepticement la retraite par point qui a toujours été combattue par la CGT. Cerise sur le gâteau, les exploiters qui tirent profit de la surexploitation des travailleurs qui y laissent leur santé seront exonérés de la surcharge du coût entraînée par la diminution du nombre de trimestres nécessaires pour avoir une retraite pleine.

Vu l'ampleur de l'attaque un seul mot d'ordre s'impose :

**La CGT doit se prononcer pour le retrait pur et simple du projet du gouvernement**

**Grenoble, le 5 septembre 2013**



---

## ***Prise de position de la section SNES du Lycée Sidoine Apollinaire de Clermont-Ferrand***

---

La section SNES de S. Apollinaire s'adresse aux directions nationales du SNES et de la FSU

**afin qu'elles se prononcent clairement pour le retrait pur et simple du projet de loi gouvernemental sur les retraites.**

Elle leur demande de s'adresser aux directions nationales de la CGT, FO pour qu'elles fassent de même, **l'unité sur ces bases étant la condition de toute mobilisation et combat efficaces.**

Voté à l'unanimité des 8 présents

**Le 6 septembre 2013**



---

## ***Prise de position des collègues réunis en heure d'Information syndicale au lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand***

---

Les collègues du Lycée Blaise Pascal s'adressent aux dirigeants syndicaux ( CGT,FO,FSU, Solidaires) pour qu'ils se prononcent clairement et dans l'unité pour le retrait pur et simple du projet de contre réforme Hollande-Ayrault. C'est la condition de toute mobilisation efficace.

Adopté par 9 pour, 2 contre, 2 abstentions

**Le 6 septembre 2013**

*Les deux voix en contre sont celle du secrétaire du SNES et de celui de FO (par ailleurs membre du POI)*



## **Intervention du représentant du courant Front unique au Bureau national de la FSU du lundi 9 septembre 2013**

J'interviendrai à ce BDFN sur deux points fondamentaux de la situation politique : la possibilité d'une intervention militaire impérialiste contre la Syrie et le projet de contre-réforme des retraites présenté par le gouvernement.

**S'agissant de la Syrie : la position du mouvement ouvrier ne peut être que de prendre position dès maintenant contre toute intervention impérialiste.**

On voudrait nous émouvoir avec le sort dramatique du peuple syrien ? Mais au moment même où le congrès américain délibère, l'ONU réduit ses aides aux millions de réfugiés syriens, le gouvernement jordanien proche de Washington refoule et dépouille en bloc les voyageurs syriens venus chercher asile. En France, des dizaines de milliers de réfugiés syriens vivent pour la plupart dans des conditions indignes, sans même que le gouvernement français leur accorde systématiquement le droit de séjour.

On voudrait nous émouvoir à l'évocation des armes chimiques ? Mais les donneurs de leçons sont les premiers experts en la matière ! Les milliers de tonnes de napalm déversées sur le Viêt-Nam, les milliers de missiles chimiques offerts à Saddam Hussein pour saigner l'Iran et les kurdes, les enfants mort-nés ou malformés qui naissent aujourd'hui à Fallouja en Irak ou à Gaza en Palestine en sont autant d'illustrations.

On voudrait nous faire croire qu'il s'agirait de « punir » le régime de Bachar Al Assad ? Mais le ministre français de la Défense Le Drian comme ses homologues américains ont tous insisté sur le fait qu'ils n'envisageaient pas de le renverser !

De fait, ce qu'envisagent Hollande et Obama, c'est d'ajouter leurs bombes aux bombes du régime Assad et à celles des milices islamistes. C'est « punir » le peuple syrien et achever de l'écraser.

La responsabilité de la FSU est de se prononcer contre toute intervention impérialiste en Syrie. Si une telle intervention est décidée, la FSU devra s'adresser aux dirigeants de la CGT, de FO et de l'UNEF pour organiser ensemble la mobilisation contre cette intervention.

**Quant au projet de contre-réforme des retraites du gouvernement, il appelle une caractérisation claire : c'est une nouvelle offensive de destruction de ce qui subsiste de droit à la retraite pour les travailleurs, ainsi qu'un élément de destruction de la Sécurité Sociale.**

Pour les travailleurs : allongement de deux ans de la durée de cotisation ; baisse du pouvoir d'achat à travers l'augmentation des cotisations ouvrières ; ponction des retraités eux-mêmes et baisse du niveau des pensions. Tout cela, dans un contexte où les réformes antérieures ont déjà conduit à une explosion de la misère pour les retraités.

Pour le patronat : 35 milliards de nouveaux cadeaux à travers la suppression des cotisations patronales sur la branche famille, contre à peine 2,5 milliards d'augmentation des cotisations pour la branche retraites. C'est un coup majeur porté à la Sécurité Sociale qui revient à voler aux travailleurs 32, 5 milliards et demi de salaire différé, alors même que les exonérations de cotisations patronales et les licenciements organisés par le patronat sont la source fondamentale des déficits.

Quant à l'introduction d'une « compensation » liée à la « pénibilité » du travail, au cas par cas, il faut dire les choses comme elles sont : il s'agit d'introduire par la bande le système de retraites par points au détriment des garanties collectives. Cette mesure doit être dénoncée et combattue comme les autres.

Pourtant, il faut le constater : à la veille de la « journée d'actions » du 10 septembre, les directions syndicales, qui ont co-élaboré le projet de contre-réforme pendant tout l'été, soulignent toutes de prétendues « avancées » de la négociation et appellent les travailleurs à « peser » sur la rédaction finale de ce projet inacceptable.

C'est le cas de la direction de la FSU, qui dans un communiqué du 27 août commence par « accueillir favorablement ... ». Cette collaboration est inacceptable et doit cesser.

Pour permettre aux travailleurs de se dresser contre l'offensive engagée par le gouvernement, la première condition est au contraire que les directions syndicales se prononcent pour le retrait pur et simple de cette contre-réforme et réalisent le Front Unique sur ce mot d'ordre.

Je demande qu'un vote ait lieu sur ce dernier point.

### **Motion :**

*Le BDFN de la FSU du 9 septembre se prononce pour le retrait pur et simple de la contre-réforme des retraites.*

**Elle s'adresse aux dirigeants de la CGT, de FO, de l'UNEF pour qu'ils en fassent de même et réalisent le front unique sur cet objectif.**



## On nous communique

### COMMUNIQUÉ COMMUN CGT FO SUD ITSRA

Le 10 septembre les organisations syndicales CGT FO FSU SOLIDAIRES... appellent à une journée d'action concernant la « réforme des retraites. De quoi s'agit-il ?

S'appuyant sur trois mois de concertation avec les dirigeants des organisations syndicales, le gouvernement a dévoilé le contenu de sa réforme

Autant le dire c'est une attaque qui s'inscrit dans la continuité de la réforme Fillon :

- C'est une " contre-réforme" des retraites puisqu'en réalité pour une bonne moitié des salariés, l'âge réel du départ à la retraite à un taux décent est reporté à 67 ans (ce qui veut dire qu'en 10 ans l'âge de la retraite aura été reporté de 7 ans) via l'augmentation de 2 ans des annuités nécessaires

- C'est une nouvelle attaque contre les salaires via l'augmentation des "cotisations ouvrières" qui va se rajouter à l'augmentation prochaine de la TVA. Le tintamarre contre "les prélèvements obligatoires" doit être compris pour ce qu'il est : dégrèvements massifs d'impôts et de cotisations sociales - salaire différé - pour les patrons pendant que l'on saigne les travailleurs

- C'est la plus violente attaque contre la SS depuis des décennies avec la suppression progressive des cotisations patronales de la "branche famille" : 35 milliards par an de cadeaux aux patrons (contre 2,5 milliards environ d'augmentation de la part patronale des cotisations retraite dans le cadre de la réforme) : le basculement devant commencer à intervenir dès l'adoption de la loi de financement de la SS, donc dans quelques semaines "après concertation des partenaires sociaux" bien sûr

- C'est enfin à travers la mise en place de prétendues mesures pour la pénibilité, l'instauration à travers le compte à points de l'individualisation des retraites

**TOUTE MOBILISATION DOIT S'ORDONNER AUTOUR DU MOT D'ORDRE DE RETRAIT DE CETTE CONTRE-RÉFORME  
IL EST DONC DE LA RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS DES CONFÉDÉRATIONS ET FÉDÉRATIONS SYNDICALES  
DE SE PRONONCER CLAIREMENT POUR LE RETRAIT DE CE PROJET DE CONTRE-RÉFORME ET DE ROMPRE TOUT  
« DIALOGUE » JUSQU'AU RETRAIT**



## **ALGÉRIE : Jusqu'ou la « défense de la nation » et la « souveraineté nationale » conduiront-elles le PT et le CCI ?**

La « défense de la souveraineté nationale », la « défense de la nation » est l'orientation qui depuis des années se trouve au cœur de la politique du CCI qui s'autoproclame « section française de la IV<sup>e</sup> internationale », celle du POI et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qu'il anime et, notamment, celle du PT d'Algérie.

Ce dernier va probablement aujourd'hui le plus loin dans l'expression de cette orientation, comme nous avons pu le voir dans les articles consacrés à l'Algérie dans les numéros précédents de *CPS*, mais il est avéré que cette ligne est propulsée par le CCI de manière constante (voir à ce sujet *La Politique du CCI-PT et de sa prétendue « IV<sup>e</sup> internationale » : un nouveau social-patriotisme*, supplément à *CPS* nouvelle série n° 25, août 2006).

### **Mali : quand la défense de Bouteflika passe avant le « principe de non-ingérence »**

Le PT d'Algérie, et particulièrement sa secrétaire générale Louisa Hanoune, par ailleurs coordinatrice de l'EIT, ne ratent pas une occasion de féliciter le gouvernement algérien pour son attachement à « la souveraineté nationale », tant sur le plan politique qu'économique (nous le verrons plus loin). La coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui se réunissait début janvier au siège du PT à Alger avec à son ordre du jour la menace d'une intervention militaire au Mali, leur en fournit une nouvelle opportunité, une tribune où ils purent saluer la position de « l'Algérie » pour trouver une issue politique (pacifique) « pour éviter au Mali une guerre destructrice ». Aussi furent-ils pris totalement à contre-pied quand Bouteflika, en fidèle laquais, décida d'ouvrir l'espace aérien algérien aux bombardiers français quand débuta, en janvier 2013, l'agression contre le Mali.

Louisa Hanoune, qui se félicitait en effet quelques jours plus tôt à peine du fait que l'Algérie (entendez Bouteflika) privilégie la « solution politique » dans cette affaire, ne trouva d'abord rien à dire (ni à faire : par exemple prendre l'initiative d'une campagne en Algérie, d'une motion à l'Assemblée nationale puisque le PT y a plus de vingt députés...), alors que « l'Algérie autorisait sans limite le survol de son territoire aux avions français » (L. Fabius).

### **Un « argumentaire » tout trouvé pour soutenir le pouvoir**

Plus encore : lors d'une réunion des Jeunes pour la révolution qui se tenait à Zéralda (Alger), Louisa Hanoune s'en prenait violemment aux partis qui, dénonçant l'autorisation de survol, avaient constitué un front pour « la défense de la mémoire et de la souveraineté » et condamnaient une telle décision qui plaçait l'Algérie, selon leurs termes, « dans une position de partenaire dans cette guerre », ce qui est exact. Elle déclare à leur sujet :

« Certains chefs de ces partis, réunis au siège du MSP, ont fait des déclarations grossières et indignes qui visent le Président Bouteflika » (à qui ils demandaient de « déga-ger », ndlr). « Ces déclarations sont une réplique aux

Cependant, une nouvelle étape vient d'être franchie dans cette orientation, alors que la guerre de clans à la tête du pouvoir algérien s'exacerbe à l'approche des élections présidentielles de 2014, en relation avec une situation qui voit grandir l'exaspération des masses et de la jeunesse face à un pouvoir corrompu et déliquéscent, et alors qu'en Tunisie, en Égypte et y compris au Maroc, les masses déferlent, cherchant à mettre à bas les régimes bourgeois dictatoriaux.

Cette nouvelle étape conduit le PT, mais aussi le CCI et l'EIT, à se faire les gardes du corps du régime algérien, dont les gardiens sont aujourd'hui Bouteflika et son entourage, ainsi que les généraux qui commandent l'armée et les services de sécurité.

« Un soutien de taille », faisait remarquer la presse algérienne.

La dirigeante du PT ne trouvait rien à déclarer, sinon à appeler Bouteflika à aborder « avec précaution (ce conflit) et à ne pas s'impliquer **directement** (nous soulignons) dans la guerre dans ce pays ». Lors d'une session extraordinaire du bureau politique du PT convoquée après le début de l'intervention, elle précisait :

« L'Algérie doit rester attachée à ses positions de principe de non-ingérence étrangère dans les affaires des pays », et au cas où l'on mettrait en doute sa loyauté envers le pouvoir : « Le peuple algérien soucieux de la souveraineté nationale soutient l'Armée nationale populaire (ANP) dans la défense de l'intégrité territoriale du pays et refuse que celle-ci soit entraînée dans le cercle de l'intervention étrangère » (*Algérie 1.com*, 15 janvier 2013).

Oubliée la « non-ingérence étrangère dans les affaires intérieures des pays » si chère au cœur de la direction du PT, alors que, de surcroît, celle-ci est violée par l'ancienne puissance coloniale ! En acceptant que le gouvernement algérien apporte son appui à l'intervention militaire de l'impérialisme français, c'est aussi ce dernier que le PT soutient. Sa position sur cette question ne se distingue en rien de celle des autres partis présidentiels, FLN ou RND.

positions de l'État fixées par le Président Bouteflika (on a vu ce qu'elles étaient, ndlr) et leur but c'est de fabriquer une révolution orange ou un printemps arabe en Algérie», soulignant « une convergence de positions entre cette clique et celle des terroristes ». Elle ajoute, dans la plus pure tradition stalinienne : « Cette clique est-elle chargée d'une mission dans le cadre du complot contre le pays ? Qui est derrière eux ? ».

Voilà une aide précieuse pour Bouteflika et le pouvoir, l'armée et les généraux qui la dirigent, d'autant Louisa Hanoune précisait le 27 janvier :

« Il existe une différence entre la lutte contre le terrorisme menée par un État à l'intérieur de ses frontières (suivez

mon regard...) et l'intervention militaire impérialiste sous couvert de la lutte antiterroriste à dessein d'occupation ».

### Défendre « la souveraineté nationale » pour mieux défendre... Bouteflika

Pendant ce temps en France, le POI publiait le 11 janvier un communiqué par lequel il se prononçait contre l'intervention des troupes françaises au Mali, en rappelant qu'elle serait « un coup porté contre la souveraineté nationale de tous les pays du Sahel (à commencer par celle du Mali et de l'Algérie) » et en se prononçant « pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour la souveraineté des nations ».

« Partie prenante de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, le POI exprime sa solidarité militante avec les forces du mouvement ouvrier et démocratique au Mali, en Algérie, dans le monde entier, qui s'opposent à l'intervention militaire et se prononce pour le respect de la souveraineté des nations. »

À ce stade, il est utile de renvoyer à nouveau le lecteur au document intitulé *La Politique du CCI-PT et de sa prétendue « IVe internationale » : un nouveau social-patriotisme*, publié en supplément à CPS nouvelle série n° 25, en août 2006 (disponible en ligne sur le site de *Combattre pour le socialisme*). En voici un extrait :

« Il n'y a pas plus lieu de défendre la patrie, la nation, pour défendre d'éventuelles dispositions favorables arrachées par la lutte des classes qu'il n'y aurait lieu de défendre le patron, l'entreprise pour garder des clauses positives des conventions collectives. Au contraire.

Alors pourquoi se situer du point de vue de la « défense de la Nation » ?

Tout simplement pour pouvoir affirmer que les gouvernements nationaux ne seraient pas les responsables, au compte des classes capitalistes, de la politique qui accable les masses ouvrières et paysannes, la jeunesse, en Europe. »

Plus loin :

« Il n'y a pas qu'en France que les lambertistes voient la possibilité que des gouvernements bourgeois réaction-

naires fassent œuvre utile. En Algérie, le PT algérien a appelé à voter « oui » au référendum-plebiscite organisé par Bouteflika le 29 septembre 2005. Dans une déclaration du 2 octobre, au lendemain du référendum, le PT affirme – rien de moins ! – que Bouteflika a été « mandaté par le peuple pour prendre les mesures positives à même de restaurer la paix », et donc : « Alors le président, le gouvernement, les institutions de la république ne doivent-ils pas démontrer, par des décisions hardies à la hauteur du message d'espérance du 29 septembre que le peuple algérien, a eu raison de renouveler espoir et confiance ? »

Lors de la « Conférence d'urgence contre la guerre, l'ingérence dans les affaires intérieures des pays, pour la souveraineté et l'intégrité territoriale des nations » réunie à Alger en décembre 2011 à l'initiative du PT et de l'UGTA, ces deux organisations proclamaient dans un appel commun :

« Il y a situation d'urgence lorsque les grandes puissances érigent l'ingérence dans les affaires des pays en système mondial, s'arrogeant le droit de disposer du sort des nations et des peuples. (...)

Nous, responsables politiques et syndicaux, universitaires, avocats, militants des droits de l'homme (...) réunis à Alger déclarons :

Nous refusons que soient anéanties les réalisations de la civilisation humaine, dont l'existence des nations, condition pour la démocratie.(...)

Parce qu'elles comptent parmi les acquis de la civilisation humaine, et constituent des points d'appui pour la lutte des peuples, nous proclamons notre détermination à défendre les conquêtes socio-économiques du peuple algérien, la souveraineté de l'Algérie contre les pressions et le chantage extérieurs. »

Voilà les bases du soutien apporté à Bouteflika autant par le PT que par la direction de l'UGTA.

### Les proclamations et les silences de La Vérité

Le numéro 77 de la *Vérité* (« revue théorique de la IV<sup>e</sup> internationale »), daté de mars 2013, publie un article intitulé « La guerre au Mali, le droit des peuples, révolution et contre-révolution », qui ne souffle mot de l'aide apportée par Bouteflika à l'impérialisme français (l'espace aérien, mais aussi le carburant pour les unités mécanisées, grâce à ses puits de pétrole tout proches, certains gradés en ont témoigné). Bien au contraire, on y découvre « le refus de l'Algérie à s'impliquer dans une intervention à l'étranger » (p. 5) !

On y lit :

« Parachevant la destruction de la Libye, l'intervention au Mali est au bord de faire exploser toute la région du Sahel. (...) Mais le cœur de l'offensive, c'est l'Algérie. Du fait de sa situation géographique dans la région sahélienne, de ses richesses énergétiques et surtout de sa place politique : celle d'une nation qui a défait l'impérialisme, l'Algérie est directement visée. »

Voilà une déclaration qui ne mâche pas ses mots et qui ressemble à s'y méprendre à une véritable plaidoirie en

faveur de l'état algérien, donc de ses dirigeants.

Il faut tout de même rappeler (sans entrer dans le détail dans le cadre de cet article) que la première raison de l'intervention de l'impérialisme français au Mali, c'est la défense de ses intérêts menacés par le chaos qui y régnait depuis au moins deux ans et auquel le gouvernement Amadou Toumani Touré ne pouvait plus faire face. Le but recherché était non de « faire exploser toute la région » ni même « la défense de « l'ordre mondial menacé » (p. 4).

Comme notre Groupe le rappelait dans son communiqué du 14 janvier 2013, citant le journal italien *La Repubblica* : « L'urgence a poussé Paris à intervenir immédiatement seul (ou quasi). Est en jeu son rang historique dans le "domaine réservé" colonial, entre Maghreb, Sahara et Sahel. Mais c'est aussi l'accès aux ressources énergétiques (uranium, gaz, pétrole) dont l'ex-empire africain est bien pourvu et dans l'exploitation desquelles sont engagés les colosses de l'industrie française, Areva en tête.(...) ». Et après l'intervention militaire vient le temps de l'intervention économique : les entreprises françaises,

Areva mais aussi BNP Paribas, Bull, Orange, Vinci, Bouygues, Bolloré, Air Liquide, Total... (présents au Mali comme ils le sont en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Sénégal...) veulent la meilleure part du gâteau de la « reconstruction » (plus de 3 milliards d'euros). Dans ce but, une

délégation du Medef était présente à Bamako début juillet et sera suivie de la visite de Hollande à l'investiture du nouveau président Ibrahim Boubacar Keita le 19 septembre prochain pour faire valoir le droit du sang.

### L'art du sous-entendu

Malgré ces évidences, l'objectif de l'article de *La Vérité* est d'insister sur le fait que « *l'Algérie (se trouve) dans l'œil du cyclone* » (p. 5), une affirmation que l'on doit à la coordinatrice de l'Entente internationale des travailleurs, Louisa Hanoune.

« *Depuis deux ans, utilisant les développements au Maghreb et au Moyen-Orient, les dirigeants des grandes puissances ont soumis l'Algérie à une très forte pression. Dans cette vie, ils ont cherché à instrumentaliser des forces à l'intérieur même de l'Algérie pour provoquer une explosion remettant en cause l'unité de la nation algérienne* » (p 5).

Quelles sont ces mystérieuses « forces à l'intérieur de l'Algérie » ? Poursuivons, nous aurons peut-être quelques indices :

« *Ils n'y sont pas parvenus jusqu'à présent, non du fait de la répression ou de la peur du régime, mais parce que le peuple, après dix ans de guerre civile et de tentatives d'intervention extérieures dans les affaires du pays, n'a pas adhéré à ces opérations qui apparaissent ouvertement comme une ingérence étrangère. En effet, le peuple, les*

*travailleurs et leur organisation, l'UGTA, n'ont pas attendu pour se défendre que l'impérialisme leur en donne l'autorisation* » (p. 5).

Quelles sont ces « opérations » ? quelles sont ces « forces » ? Derrière ces sous-entendus, se cache la tentative de dissimuler le fait que le combat des chômeurs du Sud rejoint les aspirations de toute la population laborieuse (« le peuple ») car, poursuit l'article, « *d'intenses mobilisations et grèves se sont produites et ont abouti à une amélioration des conditions matérielles en termes de salaires et d'emploi* ».

En outre :

« *le principal résultat de cette situation a été la reconnaissance par le président Bouteflika de l'échec de la politique de privatisation mise en œuvre, son abandon et l'instauration de la règle des 49-51 (51% pour les avoirs algériens, 49% pour les avoirs étrangers), la réouverture d'entreprises publiques et le lancement de grands travaux.* »

Arrêtons-nous sur l'essentiel, c'est-à-dire ce vers quoi tend la démonstration : les bienfaits du 49-51.

### A quoi sert « la règle des 49-51 » ?

Cette règle, qui limite les investissements étrangers dans les entreprises, banques ou établissements financiers algériens à 49 % maximum, a été promulguée dans la loi des Finances complémentaire 2009. Elle constitue dans les faits une tentative de protéger le patronat algérien, de lui offrir une chance de se développer, en faisant en sorte que les capitaux étrangers restent minoritaires dans la création d'entreprises. Une forme que prend le protectionnisme en Algérie.

D'ailleurs, on pourrait se contenter de rappeler que le RND (Rassemblement national démocratique), parti bourgeois créé par A. Ouyahia, plusieurs fois Premier ministre, était chaudement partisan de cette règle.

Quelques indicateurs permettent se rendre compte de l'extrême vulnérabilité de l'économie algérienne, La croissance économique aurait été de 2% en 2007/2008, de 3% en 2009 (vs 5% entre 2005/2006) et, selon les estimations internationales, de 4% en 2010, 3,5% en 2011, 2,6% entre 2012 ; elle serait de 2,8% en 2013, loin des 6 % attendus en raison des investissements publics espérés grâce à la rente pétrolière. Les taux de croissance les plus bas que l'économie algérienne ait jamais connus.

98% des exportations du pays proviennent des hydrocarbures, ce qui en dit long sur l'état de « l'industrie » algérienne, quasi inexistante, alors que près de 75% des besoins des ménages et des entreprises publiques et privées sont assurés par les importations (ce qui donne aux entreprises de commerce une place prépondérante). Le produit des exportations en hydrocarbures (600 milliards de dollars de recettes en devises entre 2000 et 2012, selon les bilans de la Sonatrach) a permis à l'Algérie de résorber sa

dette pour l'essentiel et de disposer de réserves de change qui s'élèveraient aujourd'hui à quelque 200 milliards de dollars (placés en bons de trésor ou en obligations), selon le FMI et la Banque d'Algérie, sans compter les réserves en or. Mais, revers de la médaille, la dépense publique de soutien à la relance économique a une efficacité fort limitée (rapport de la Banque mondiale de 2008).

Voilà les bases matérielles bien fragiles sur lesquelles repose la « souveraineté nationale » qui en réalité une dépendance complète du marché mondial. La relative aisance financière a permis de démultiplier la dépense et les programmes d'investissement publics (réouverture d'entreprises publiques, engagement de l'état, grands chantiers), qui ont par ailleurs donné lieu à une corruption effrénée. Cette dernière atteint des niveaux astronomiques : un rapport de la Banque africaine de développement (mai 2013), révèle que le montant des capitaux sortis illégalement d'Algérie (essentiellement par un système de surfacturation) entre 1980 et 2009, aurait atteint la somme de 175 milliards de dollars !

Et contrairement à « *l'abandon de la politique de privatisations* » dont se gargarisent *La Vérité* et le PT, TSA révèle récemment qu'elle va au contraire reprendre (« *le gouvernement lance une vaste opération de privatisations d'entreprises publiques* »), précisant que plusieurs secteurs sont concernés par cette opération, « *la première du genre depuis plusieurs années* » (industrie manufacturière, textile, matériaux de construction, agroalimentaire, etc.). « *Ce n'est plus des privatisations comme dans le passé où des usines ont été entièrement vendues avec les assiettes foncières* » poursuit le magazine en ligne. « *Il s'agit de*

*partenariats avec des opérateurs nationaux ou étrangers avec comme objectif de développer ces entreprises ».*

Cette information est datée du 28 juillet 2013 : évidemment, *La Vérité*, datée du mois de mars précédent ne pouvait pas le savoir... On ne peut pas penser à tout.

Pendant ce temps, 70 % de la population touchent moins de 200 euros nets par mois ; le SNMG, ou salaire national minimum garanti, a certes plus que doublé ces dernières

années, passant de 6000 à 18 000 dinars par mois, soit de 55 à 160 euros environ, grâce à l'argent de la rente pétrolière et comme résultat des combats menés par le prolétariat, mais taux d'inflation avoisinerait officiellement les 9 % en 2012. Un exemple de la réalité pour les masses laborieuses : le kilo de viande valait plus de 11 euros début septembre 2013...

### **Quand la règle des 49-51, approuvée au nom de la « souveraineté nationale », vaut bien une alliance avec le RND...**

Ajoutons que c'est l'extrême faiblesse du secteur privé de l'économie algérienne qui explique l'importance du secteur public (et non la volonté des Bouteflika et consorts) et la prépondérance d'un secteur informel (qui représente environ 40% de la masse monétaire en circulation), l'approvisionnement des deux tiers de la population se faisant par son intermédiaire.

On pourrait citer encore de nombreux chiffres qui témoignent d'un système anémié : des effectifs non déclarés, des milliards qui échappent au fisc chaque année, des transactions commerciales sans facturation (70 à 80% d'entre elles se faisant en « cash »), donc sans cotisation, etc. Le secteur industriel algérien (qui ne représente que 5 % du PIB en 2012 contre 7,5 % en 2000) est fait pour plus de 80 % de PMI/PME familiales.

Pour compléter le tableau, un rapport de la Banque d'Algérie datant de 2009 révèle que le secteur financier se compose de six banques publiques et de quatorze banques privées mais d'importance secondaires, et que 90% du financement de l'économie algérienne, dont 100% du secteur public et plus de 77% du secteur privé, se fait par les banques publiques (39% des actifs se situant au niveau d'une seule banque, la BEA - Banque extérieure d'Algérie -, qui profite de partenariats juteux avec la Sonatrach...). Notons en conclusion de ce rapide aperçu que 10% seulement du financement de l'économie algérienne sont pris en charge par les banques privées...

Voilà fondamentalement les raisons de cette règle des 49-51, censée revigorer l'économie nationale, et notamment l'économie privée qui en a le plus besoin. « *L'Algérie n'aura pas d'avenir économique sans le développement de*

*la PME. Toujours comme je l'ai répété nous allons la développer et l'accompagner dans ses partenariats avec les étrangers selon la règle de 51/49% qui est inévitable »* déclarait le Premier ministre Sellal en septembre 2012.

Mais même ces précautions s'avèrent irréfutables au regard d'une économie largement sous perfusion de la rente des hydrocarbures. Déjà, le même ministre rectifie : « *Si cette règle pose problème pour les petites entreprises dans certains secteurs, nous sommes prêts à étudier sa révision à l'avenir.* ». Et le ministre de l'Industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, C. Rahmani, confirme qu'un nouveau code de l'investissement est en préparation. Ainsi, la règle des 49-51 pourrait être abrogée s'il le faut : quelle sera la réaction du PT et de l'EIT ?

Ce qui précède permet de comprendre pourquoi en juin 2012, après les élections législatives (voir CPS 49), les députés RND ont approché ceux du PT dans la perspective d'une alliance sur la règle de 49-51 à l'Assemblée nationale. Louisa Hanoune quant à elle s'est dit prête : « *le groupe parlementaire du PT est prêt à faire alliance avec le RND et avec tout parti désireux de défendre la Nation et les acquis sociaux.* ». Oui, avec le RND ! Tout en ajoutant rapidement : « *Il est inconcevable de conclure une alliance avec le RND tant la différence au double plan idéologique et programmes est importante, (...) mais coordonner les positions concernant certaines questions au parlement...* » (rapporté par l'agence APS).

Voilà un autre exemple où conduit la politique de défense de « la souveraineté nationale » qui s'oppose au combat pour le socialisme.

### **Une campagne de propagande provocatrice du PT en deux temps, en défense de Bouteflika et de l'Armée, relayée par le POI et la « IV<sup>e</sup> internationale »**

Les développements qui précèdent étaient nécessaires pour comprendre le sens des déclarations tonitruantes de Louisa Hanoune que *La Vérité* fait siennes : défendre le pouvoir algérien, Bouteflika tant qu'il était encore possible de le faire... Mais les voici qu'ils passent à la vitesse supérieure. Entre mars et juin 2013, après l'intervention de l'impérialisme français au Mali soutenue par le pouvoir algérien comme nous l'avons vu, le PT, le POI et la « IV<sup>e</sup> internationale » ont mené en Algérie et en France principalement une campagne indigne qui visait à discréditer et désigner à la répression un mouvement important de jeunes chômeurs qui se développait dans le sud algérien (voir plus loin). En même temps, ils ne disaient mot sur l'aide que Bouteflika apportait aux troupes de l'impérialisme français.

Mars 2013. *La Une d'Algérie* rapporte les déclarations

faites par Louisa Hanoune lors d'un meeting à Alger à propos des animateurs d'une association de chômeurs dans le Sud du pays :

« *Ces grands manouvriers appellent à une grande marche de millions de personnes pour tout simplement demander le départ du Premier ministre Abdelmalek Sellal. Que visent-ils par un tel appel si ce n'est de frapper la stabilité du pays et de semer les germes de la division entre le Nord et le Sud ?* », *tonne-t-elle, appelant le gouvernement à agir rapidement pour que* « *cessent de tels agissements qui mettent de l'huile sur le feu dans une région sensible et exposée à tous les dangers.* »

Le même mois, au cours d'une conférence de presse, la responsable du PT, rapporte *Allafrica*, a appelé à « *savoir concilier la lutte pour les revendications socio-économiques avec la préservation de l'unité nationale.* »

le 8 mars, à Annaba, elle avait mis en garde contre « un complot visant la déstabilisation du pays » toujours en évoquant le mouvement des jeunes chômeurs dans le Sud algérien.

Avril-mai 2013. Alors que Bouteflika se fait soigner en France, concomitamment, *La Vérité*, le « PT algérien », le POI et *Informations ouvrières* poursuivent cette campagne, utilisant l'amalgame pour dénoncer ce mouvement de chômeurs qui se mobilisaient contre des conditions de vie misérables. Ils vont pour cela utiliser un nouvel argument : celui de la menace d'une intervention américaine en Algérie, tout en continuant à blanchir le pouvoir algérien au sujet du Mali.

*La Vérité* n° 578 reproduit la « Déclaration finale » (adoptée à l'unanimité) du VIII<sup>e</sup> congrès mondial de la « IV<sup>e</sup> internationale » tenu à Dourdan du 26 au 29 avril 2013. On y lit :

« ... *L'impérialisme américain procède à des préparatifs d'intervention en Algérie (...). La véritable raison n'est-elle pas le refus de l'Algérie de faire participer son armée nationale à la guerre de l'impérialisme français au Mali et de la financer ? (...)* Saisi de cette information, le VIII<sup>e</sup> congrès mondial de la IV<sup>e</sup> internationale a modifié son ordre du jour (...) » (p. 5).

Le 1<sup>er</sup> mai, lors d'une conférence de presse à Alger, Louisa Hanoune présente une déclaration dont voici quelques extraits (dont le choix a été difficile...); elle va encore plus loin et y fait explicitement le lien entre le mouvement des chômeurs et la pseudo-menace d'intervention.

« *Nous avons convoqué cette conférence de presse pour tirer l'alarme sur les dangers qui pèsent sur la nation avec l'installation d'une base militaire américaine en Espagne pour intervenir en Algérie.* » (...)

« *A l'intérieur du pays, des forces politiques utilisent la maladie du président pour détourner l'attention des dangers réels qui menacent notre pays. Les puissances étrangères cherchent à fabriquer des événements pour trouver un nouveau prétexte pour intervenir.* (...) »

« *L'Algérie est visée, elle est dans le collimateur. (...) ce sont les conseillers américains qui, pendant des mois, ont encadré, organisé et entraîné les Touaregs et autres miliciens du nord du Mali, et depuis, ceux-ci se sont lancés dans l'aventure d'al-Qaida, du djihadisme, permettant l'intervention militaire française au Mali qui menace l'Algérie par le sud. (...) On voit même certains responsables associatifs prétendant parler au nom des jeunes Algériens annoncer que, dorénavant, ils transforment les revendications sociales des mobilisations de jeunes en revendication politique pour la chute du régime. Drôle de coïncidence ! (...)* (nous soulignons).

*Ce qui est en cause, c'est le refus de l'État algérien de*

*faire participer l'armée nationale dans la guerre au Mali, c'est le refus de financer cette guerre. (...)*

*C'est le refus, jusqu'à maintenant en tout cas, de remettre en cause des décisions souveraines, dont la règle des 51-49, la préférence nationale, le droit de préemption pour l'État. C'est le fait que, face à la mobilisation des travailleurs algériens, il a été décidé un plan de reconstruction du pays et une réorientation économique. C'est le refus de toute ingérence, de toute interférence dans la politique intérieure algérienne et, en même temps, le refus de l'État d'intervenir à l'étranger.* » (...)

*Nous en appelons à l'armée, pour la défense de la nation dans la continuité de l'ALN (armée de libération nationale, ndlr)... Aujourd'hui, il n'y a qu'une chose à dire : "Bas les pattes devant l'Algérie !" »*

Dès le lendemain (malgré les délais de fabrication et d'impression), le 2 mai, *Informations ouvrières* lui fait écho :

« *Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des Travailleurs algérien, dans une conférence de presse tenue hier, 1<sup>er</sup> mai à Alger, révèle la menace d'intervention étrangère qui pèse sur l'Algérie.* (...) »

Devant les journalistes, Louisa Hanoune lira la dépêche de l'Agence Europa Press publiée le 22 avril et reprise depuis par plusieurs media en Algérie et en Europe :

« *Le gouvernement de Mariano Rajoy a autorisé les États-Unis à déployer sur le territoire espagnol une force d'intervention rapide, en prévision d'un chaos généralisé prévu en Algérie. A la base de Moron de la Frontera située dans la province de Séville, en Andalousie, se déploieront dans les jours qui viennent un demi-millier d'éléments des forces spéciales, relevant du corps des Marines de l'US Navy, ainsi que 8 avions militaires américains.* » (...)

Dans l'éditorial du même numéro d'*Informations ouvrières*, sous la plume de D. Glukstein :

« *L'intervention française au Mali s'inscrit dans la politique de « maintien de l'ordre » dictée par le gouvernement des États-Unis, qui tend à déstabiliser et disloquer toutes les nations et à s'ingérer dans leurs affaires en piétinant toute souveraineté.* (...) »

*Ces événements doivent particulièrement inquiéter les travailleurs et les militants à l'heure où l'Algérie est à son tour menacée.*(...)

*Dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, le POI répondra à tout appel à la mobilisation internationale contre les tentatives d'ingérence ou d'intervention dans les affaires algériennes. (...) Non à la guerre au Mali ! Non à l'intervention militaire ! Ne touchez pas à l'Algérie ! »*

### Premières conclusions

« L'information » concernant une intervention en Algérie, pourtant démentie par le Pentagone, permet au PT et consorts de prendre la défense l'état algérien sans limite ; ce n'est pas que l'on fasse confiance au Pentagone, mais franchement qu'irait faire l'impérialisme américain dans cette galère alors que le pouvoir algérien fait parfaitement son travail d'allié fidèle des états impérialistes dans la région ? *L'Expression* précise : « L'article commis dans

le quotidien *Al Quds Al Arabi* (...) (article qui a le premier diffusé « l'information », ndlr) est un tissu d'inepties malveillantes et la référence fielleuse faite à la situation politique et à la stabilité en Algérie, est totalement infondée et absurde“, avait vertement répondu, le 4 mai dernier, le porte-parole du Ministre des affaires étrangères. “On dirait que M. Belani est le porte-parole du Pentagone“, aurait déclaré Louisa Hanoune. Amar Belani a tenu à

*clarifier les choses.* “Je ne peux pas accepter que l'on déforme mes propos. Je n'ai jamais affirmé qu'un contingent de militaires n'ait pas été déployé sur la base Morón de la Frontera, dans la province de Séville. C'est une chose connue de toutes les chancelleries et de toutes les institutions algériennes compétentes”.

Deuxièmement, à aucun moment, ni le PT ni les autres ne mentionnent l'aide apportée par Bouteflika et les généraux algériens à l'armée française (voir plus haut). Au contraire, le but est d'accréditer l'idée qu'ils se sont opposés à l'intervention militaire.

Troisièmement, selon le procédé de l'amalgame cher aux staliniens, sont désignés à la répression les jeunes Algériens qui se battent contre le pouvoir, contre le régime que Bouteflika représente et protège, pour le droit au travail et

pour une vie décente. Cela peut être utile à quelques mois des élections présidentielles.

Dans ce but, Louisa Hanoune n'hésite pas à accuser les jeunes chômeurs d'être manipulés par des ONG américaines et la CIA, de les désigner au pouvoir et de réclamer leur tête, de tenter de dresser la population contre eux ! Elle porte ainsi la responsabilité des interpellations et des incarcérations, des tabassages et de tous les crimes que le pouvoir commet contre eux.

On se souvient que déjà le même procédé avait été employé par Louisa Hanoune qui déclarait en 2010, à propos de la grève des travailleurs de la SNVI : « *je suis en droit de me poser la question de savoir qui est derrière cette situation et qui manipule la détresse des travailleurs* » (cf CPS 41)...

### **Le mouvement des chômeurs du Sud : les travailleurs et la jeunesse combattent**

Les coups, l'intimidation et les violences n'ont pas tardé à s'exercer contre les chômeurs dont le crime était de revendiquer leur droit au travail. *El Watan* (qui n'est pas particulièrement un journal révolutionnaire) du 25 mai rapporte : « *coups, insultes mais aussi refus de soins et torture organisée. Les militants, manifestants et simples citoyens du sud du pays font face de plus en plus fréquemment à la violence, injustifiée, des forces de sécurité. Leur tort ? Demander un logement, un travail, dénoncer des injustices ou être au mauvais endroit, au mauvais moment.* » Suivent de nombreux exemples et témoignages à Ourgla (qui a vu la naissance du mouvement des chômeurs) Laghouat, Ghardaïa, El Oued...

Car le mouvement des chômeurs commençait à prendre de l'ampleur. Le même journal indique le même jour que la Coordination nationale de défense des droits des chômeurs (CNDDC) « *montait vers le nord du pays* ». Son représentant déclarait :

« *Le rassemblement de Aïn Beïda se tiendra pour que les dirigeants comprennent que notre mouvement est national. Nous voulons démontrer que les problèmes de l'emploi ne sont pas spécifiques au sud du pays. (...)*« *Ce sont tous les jeunes Algériens, diplômés ou pas, qui sont à la recherche d'une vie digne et décente dans leur pays.* » (contrairement aux calomnies diffusées par Louisa Hanoune, il ne demande pas la partition de l'Algérie entre le Nord et le Sud !). Ce rassemblement n'a pu avoir lieu en raison de la

répression et de l'intimidation exercée sur la population d'Aïn Beïda.

Dans le même temps, se multiplient les grèves dans l'éducation nationale, chez les médecins, les étudiants... La population laborieuse n'en peut plus de l'augmentation des prix, de l'absence ou de la vétusté des infrastructures, du manque de logement, de travail, de la vie chère... alors que les affaires de corruption touchent les plus hauts responsables, jusqu'au plus haut niveau.

Pendant ce temps, Bouteflika se fait soigner à Paris. Et devant cette absence qui dure, Louisa Hanoune déclare : « *Ceux qui propagent des rumeurs sur l'état de santé de Bouteflika, en réalité font diversion pour détourner les regards des véritables défis de la nation, notamment de l'intervention étrangère* ». On peut inverser la proposition et faire remarquer que ceux qui propagent des rumeurs sur l'intervention étrangère...

*La Tribune* du 25 mai précise : « *La porte-parole du Parti des travailleurs (PT), dont la proximité avec le président de la République est de notoriété publique, a sorti hier la grosse artillerie contre ceux qui appellent à la mise en branle de l'article 88 sur la procédure d'empêchement du président Bouteflika dont l'état de santé est entouré de flou en dépit des assurances des autorités.* “C'est un coup d'État. C'est une offre de service pour certains”, *dénonce-t-elle.* “Il n'y a pas de vacance de pouvoir !” *soutient-elle* ».

### **Tous se préparent aux prochaines échéances**

Ce n'est un secret pour personne, et tout le monde peut le constater à la une des quotidiens algériens, la lutte des clans fait rage, une lutte aujourd'hui exacerbée par la perspective des prochaines élections présidentielles, théoriquement prévues en avril 2014, et la répartition des postes qui en découlera. Rien ne dit pourtant que ces élections, qui ne sont que couverture « démocratique » du pouvoir, tout comme la prétendue « assemblée nationale » et la constitution, rien ne dit que ces élections auront lieu.

L'état de santé de Bouteflika, qui a préféré choisir Paris pour se faire soigner pendant plusieurs mois et qui est aujourd'hui exhibé à la télévision et dans la presse telle une marionnette désarticulée, ne peut décemment pas

laisser espérer à son clan un 4<sup>e</sup> mandat, créant ainsi déception et inquiétude parmi sa cour. Aura-t-on une « révision constitutionnelle » - un bricolage pour parler plus clairement - qui lui permettrait de rester encore quelque temps au pouvoir avec la béquille d'un vice-président ? Rien ne l'assure.

Ce genre de bricolage cependant ne serait pas nouveau puisque, rappelons-le, une révision de la constitution, votée par le Parti des travailleurs (voir CPS n° 40), avait permis en 2008 à Bouteflika de briguer puis de remplir un troisième mandat, le rôle qui s'achève aujourd'hui. Que vont faire aujourd'hui ses soutiens d'hier ? Comment se disposent-ils ? La guerre de succession est ouverte.

## Le clan présidentiel se dévoile : coup de force au FLN

Le 2 septembre dernier, le Premier ministre Abdelmalek Sellal déclarait que « *la tenue d'un conseil des ministres actuellement n'est pas nécessaire* », niant aux dires des spécialistes le texte même de la constitution, et annonçait « *l'annulation de la loi des finances complémentaire* » pourtant préparée durant l'été... Ces annonces mettent en évidence le fait que toutes les décisions importantes sont prises par le clan qui entoure Bouteflika.

Car ici les alliances et les gouvernements se constituent en fonction des intérêts des différents clans qui s'affrontent en coulisse ou ouvertement (comme le prouve l'étalage des affaires de corruption notamment à la Sonatrach) pour garder la main mise sur la rente pétrolière. Ces affrontements peuvent d'ailleurs être très violents (barres de fer, dobermans, etc., comme on a pu le voir dans certains cas). Ces antagonismes deviennent plus âpres à mesure que s'approche l'échéance des élections présidentielles. La crise qui vient de secouer le FLN, et « l'élection » récente d'un nouveau « secrétaire général » commandité par le clan présidentiel, montre que ce dernier cherche à conserver la maîtrise de l'appareil de ce parti.

Un véritable putsch a permis en effet aux partisans de

Bouteflika (président d'honneur du FLN, rappelons-le) d'éjecter le secrétaire général en place et de faire « élire » un homme à eux, Amar Saadani, au poste de secrétaire général, par une réunion du Comité central pourtant interdite la veille par le conseil d'état, la plus haute juridiction du pays. C'est ce que l'on appelle ici la « justice de la nuit »...

*El Watan* du 30 août indique :

« *Un cercle restreint composé de quelques membres du CC, conduits par Ahmed Boumechdi et Tayeb Louh, ministre du Travail, a réussi, avec le soutien d'une « haute autorité » dont on ignore encore l'identité, à défier l'instance suprême de la justice algérienne et impose un putsch à la tête du FLN. Un coup de force qui allait échouer, n'était l'intervention de ce tribunal administratif de Bir Mourad Raïs qui se place au-dessus du Conseil d'État et dont on ne sait pas encore d'où il a obtenu ce « super-pouvoir » qui lui permet d'autoriser une réunion publique interdite la veille.* »

« Défendre la nation » ne devrait-il pas commencer par dégager toute cette bande d'exploiteurs et d'usurpateurs ?

## Conclusion

Dans ces conditions, faire croire aux réformes constitutionnelles, avancer qu'il est « *impératif d'introduire de vraies réformes* » comme n'ont cessé de le demander Louisa Hanoune et le PT, de concert avec l'UGTA, est un leurre ; pire, un piège politique pour y enfermer les masses qui vomissent ce régime, rejettent chacune des élections qui cherchent à le crédibiliser, comme ce fut le cas en mai 2012 (cf CPS 49).

Les travailleurs d'El Hadjar (ArcelorMittal), les dockers du port d'Alger, les postiers, les travailleurs de la Sonatrach de Hassi R'mel, les chômeurs, il ne passe pas de jour sans que tous, les jeunes, la population laborieuse, la classe ouvrière, partout dans le pays tentent de se dresser contre le pouvoir et ses représentants.

Le 13 août, des affrontements ont opposé des tribus touaregs à des tribus arabes à Bordj Badji Mokhtar, dans le sud algérien. Ils auraient fait des dizaines de morts et de blessés. Le PT instille à nouveau son poison en tentant de faire croire que la responsabilité reviendrait à une fraction de l'Azawad, « *amenant un habitant à rappeler qu'il existe un plan de dépeçage de la région fondé sur la création d'un État targui chevauchant notamment le sud de l'Algérie et le nord du Mali.* » Un « habitant »...

Alors que, *Fraternité* le sait, à la base de ces affrontements

il y a la pénurie, la misère, la population de Bordj Badji Mokhtar manquant tout simplement de nourriture et n'étant plus approvisionnés en gaz !

*L'Expression* donne quelques explications : « *Les enveloppes financières qui se chiffrent à des centaines de milliards de DA n'ont rien changé à leur quotidien. Et l'on découvre presque ahuris que des villages algériens sont encore aujourd'hui dépourvus pratiquement du strict minimum : l'eau et l'électricité, les infrastructures routières... Pour ceux que ne touchent pas à l'option du pays de rechange, il reste la colère qui se manifeste de temps à autre comme des poussées de fièvre. (...) Ghardaïa, Hassi Messaoud, Bouïra et encore certainement plus Bordj Badji Mokhtar n'ont pas été épargnées par la flambée des prix des produits de consommation de base, des fruits et légumes ou des viandes rouge et blanche.* »

Telle est la réalité. La changer, répondre aux besoins des masses suppose de mettre ce régime à bas, de combattre pour cela pour un gouvernement ouvrier et paysan. Et, dans ce combat, construire le parti ouvrier qui manque. Tel devrait être l'objectif et le travail d'une avant-garde de militants révolutionnaires.

Le 11 septembre 2013